

# Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 24, DIM. 25, LUN. 26 NOVEMBRE 1979 - N° 1001

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Dans ce numéro UN DOSSIER SPECIAL

## 1000 quotidien du peuple

Le 29 septembre 1975 naissait *Le Quotidien du Peuple*. Audacieuse entreprise que celle qui consiste à réaliser un quotidien communiste. Nous venons de publier le numéro 1 000 du journal. C'est une étape. Beaucoup, parmi les gens malintentionnés à notre égard, ricanent, espérant que nous échouions ; d'autres, y compris parmi nos amis, doutaient de notre capacité, se demandaient si vraiment, devant l'ampleur de la tâche, nous n'étions pas brusquement frappé d'un accès de mégalomanie. Et pourtant...

Et pourtant, il est là *Le Quotidien du Peuple*. Et bien là. Quatre années d'un combat quotidien pour l'existence, pour la vie d'un authentique journal communiste dans notre pays. Aujourd'hui, on trouve naturel de disposer chaque jour de son quotidien. Les choses n'étaient pourtant pas évidentes le 29 septembre 1975. Nous partions de rien. Nous avons tout appris, «sur le tas». Il nous a fallu mener des batailles. Le journal que nous avons aujourd'hui s'est forgé dans la lutte, en liaison avec ses lecteurs. On peut ainsi mesurer le chemin parcouru pendant ces quatre ans. *Le Quotidien du Peuple* est devenu une arme, sans doute modeste, mais cependant indispensable dans le combat de classe. Au cœur des luttes ouvrières, il joue son rôle, dans les batailles politiques, il tient sa place.

Pendant ces quatre années, tout au long de ces 1 000 numéros, que de choses apprises, que d'expériences accumulées. C'est le suivi des luttes ; c'est le travail d'enquête, d'étude, d'analyse de la section politique et de la section internationale ; c'est le travail original de la section informations générales ; ce sont les rubriques, les collaborateurs, les correspondants...

*Le Quotidien du Peuple*, c'est le combat pour la révolution, pour le socialisme, pour l'édification du Parti communiste.

*Le Quotidien du Peuple*, c'est l'ouverture aux questions nouvelles, aux problèmes complexes, l'ouverture au débat ; non pour le désir subjectif de débattre, mais pour apporter aux lecteurs les éléments nécessaires à la construction d'un point de vue de classe.

*Le Quotidien du Peuple* ce sont ses reportages, ses interviews, ses tables rondes... c'est un vrai journal.

Ces acquis, forgés jour après jour, numéro après numéro, font la spécificité de notre journal communiste. Ils sont autant d'atouts pour la réalisation d'un quotidien marxiste-léniniste unique dans ce pays.

Gérard PRIVAT

Lire notre dossier  
en pages 7 à 10

## Face à l'impérialisme LES RAISONS DES IRANIENS

A quelques jours de la rediscussion  
par l'Assemblée nationale de la loi Veil  
Une lutte à poursuivre  
**CONTRACEPTION ET AVORTEMENT  
LIBRES ET GRATUITS**



Le 1<sup>er</sup> mai 1978 à Paris

MANIFESTATION NATIONALE CE SAMEDI A PARIS

LIRE PAGE 15

*«Ils en sont au stade des guerres de religion. Ils en sont au Moyen-Age, une époque révolue pour nous depuis longtemps, c'est cela le fond du problème»* : telle était en substance «l'explication» de l'ancien Premier ministre gaulliste couve de Murville, jeudi soir, sur *France-Inter*, en réponse à une question sur les derniers événements en Iran et d'autres pays du Moyen Orient.

Que ces événements coïncident avec la célébration du Nouvel An de l'Hégire, avec l'entrée dans l'an 1 du 15<sup>e</sup> siècle, selon le calendrier musulman, voilà qui est même utilisé comme argument pour ce type d'«explications».

LIRE PAGE 13

**Alsthom-Belfort :  
les travailleurs  
votaient  
vendredi matin**

*Les travailleurs votaient ce vendredi matin. La veille, un fort courant de grévistes avaient exprimé son désaccord avec la manière dont l'intersyndicale entendait terminer la grève.*

*A l'heure où nous devons mettre sous presse, le dépouillement de ce vote était en cours.*

*Sur 4 624 votants, près de 76 % se sont prononcés pour la reprise du travail et plus de 24 % contre.*

LIRE PAGE 16

# STRATEGIE & DEFENSE

Hormis la très officielle «Revue de la Défense nationale», il n'existait pas en France de revue d'étude et de recherche sur les problèmes de défense. Ce vide est aujourd'hui en partie comblé avec *Stratégie et Défense*, qui se présente comme une «revue non conformiste sur les problèmes de défense». Y participent et y écrivent des experts représentant les divers courants politiques de la bourgeoisie française. A titre de document, nous publions ci-dessous un article de Georges Tan, paru dans le n° 4 de la revue.

De l'ensemble des menaces soviétiques, le renforcement massif et constant des capacités offensives de l'Armée rouge est l'élément qui se perçoit le plus aisément. Ainsi, les Soviétiques produisent-ils tous les six mois, l'équivalent du nombre total de chars dont dispose la France. (...)

Une évaluation absolue de la croissance du potentiel militaire soviétique revêt cependant peu de significations en elle-même. Elle risque également de fausser la compréhension de la menace soviétique, et par là, la recherche des répliques possibles. Une telle évaluation traduit l'augmentation

des probabilités d'une agression soviétique. Par contre, elle n'indique pas les raisons de son déclenchement. Celle-ci, en tant qu'action directe, est préparée par l'action diplomatique et l'action indirecte.

## L'ACTION DIRECTE

Il s'agit de la forme suprême et ultime de la menace soviétique : le recours à la force. Jusqu'à présent, hormis les cas limités de «projection de force» navale et de soutien logistique les soviétiques ne l'ont utilisée que pour réprimer les différentes insurrections populaires menaçant l'intégrité de leur imperium. (...)

Par contre, les Soviétiques ne se résoudront à subjuguier par exemple l'Europe occidentale, qu'à la faveur d'une conjonction de facteurs «objectivement» favorables suscitée par les deux autres formes d'action. Cette conjonction réside dans les éléments suivants : climat de confiance artificiellement créé puis entretenu par la «détente» et ses implications ; esprit de conciliation extrême proche du renoncement qu'illustre parfaitement l'expression suivante : «Better Red Than Dead» ; action subversive entreprise de longue date. S'estimant assurés de la su-

## Les caractéristiques de la menace soviétique

périorité à la fois morale et matérielle, les dirigeants soviétiques décideront alors le recours à la force, par surprise, massivement et selon une combinaison de toutes les armes nécessaires pour obtenir la «victoire finale».

## L'ACTION DIPLOMATIQUE

(...) Il s'agit, pour les Soviétiques, de masquer leurs efforts militaires entrepris en vue de s'assurer la supériorité stratégique en entretenant artificiellement un climat de confiance au nom de la «détente». Ainsi, les efforts soviétiques d'armement, loin de diminuer, ont continué à croître après SALT I, au même titre qu'auparavant. (...)

Les négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements ont ainsi permis aux Soviétiques d'obtenir des avantages qu'une politique de confrontation aurait sans doute inversés. (...)

## L'ACTION INDIRECTE

Actuellement, ce type d'action est le plus répandu. Il revêt trois formes : l'action subversive ; l'exploitation de conflits régionaux ; l'emploi de forces supplétives.

L'action subversive consiste en deux volets complémentaires : le conditionnement de l'opinion publique et la constitution d'organisations dites «de masse». Dans un article intitulé «The World Situation and the Revolutionary Processus» paru dans *World Marxist Review* de juin 1974, Boris Ponomarev a recom-

mandé le noyautage des médias afin de manipuler l'opinion publique des pays du Monde libre. Cette opération entreprise de longue date, s'est effectuée de manière subtile et son efficacité accrue par la «désinformation» habilement entretenue par le KGB paraît certaine. Il convient de rappeler, à cet égard, que des notions comme celles de «détente» ou de «coexistence pacifique» sont acceptées actuellement par l'opinion publique de ces pays au sens où l'entendent les Soviétiques. Evidemment, les personnes lucides qui voudront dénoncer le nouvel «esprit de Munich» seront alors considérées comme des «adversaires irréductibles de la détente». De même, cette opinion publique, accoutumée à percevoir l'URSS comme une puissance désireuse d'approfondir la «détente», interprétera tout effort visant à réduire la menace soviétique comme autant de provocations à l'encontre de l'URSS. Les efforts subversifs soviétique sont complétés par les activités des organisations «de masse» implantées dans les pays du Monde libre. Dans la phase actuelle, ces organisations sont chargées de créer un climat d'agitations sociales en exploitant la crise économique mondiale qui fournira le prétexte à des revendications irréalistes appuyées par des grèves fréquentes. Le «mai rampant» italien semble une bonne illustration de la paralysie d'un pays à la suite de la dégradation du climat social. En cas de conflit déclenché par les Soviétiques, la direction de ces organisations

devrait alors préparer le sabotage systématique des activités de défense avec l'assistance certaine du KGB. (...)

Si les Soviétiques ont, de toute évidence, une stratégie globale d'expansion et d'hégémonie planétaire, leur tactique repose principalement sur l'exploitation d'opportunités créées par des conflits régionaux. (...)

La victoire du MPLA rendue possible grâce à une aide massive de l'URSS et de Cuba, transforme l'Angola en plate-forme pour une pénétration ultérieure de l'Afrique australe. Enfin, en intervenant de concert avec les Cubains aux côtés des Ethiopiens, d'abord dans l'Ogaden puis en Erythrée, les Soviétiques vont être en mesure de contrôler les accès tant vers le Nord que vers le Sud de la Mer Rouge. A Aden, les Soviétiques bénéficient d'une base où ils maintiennent en permanence un croiseur et trois destroyers. Tout récemment, la convergence de l'hégémonie régionale vietnamienne procure aux Soviétiques l'utilisation des bases aéro-navales de Cam Ranh et de Danang. Ces éléments contribuent à une manœuvre d'encerclement pour entraver l'approvisionnement en produits énergétiques et en matières premières du Monde libre, à la source et pendant le transport. (...)

Ces caractéristiques expriment une action polymorphe au service d'un but unique : assurer l'hégémonie planétaire de l'URSS. L'évidence des intentions soviétiques à ce propos ne fait l'ombre d'aucun doute. (...)

# POSITIONS

Le n° 7-8 de *Positions*, revue d'action et de débats animée par des militants critiques du PCF, publie un débat entre militants du PCF sur la fête de l'Humanité. Si la fête en elle-même n'est plus d'actualité, les questions soulevées demeurent bien évidemment, et nous semblent représentatives du type d'interrogations mises en avant par certains militants du PCF. Signalons par ailleurs que *Positions* lance un appel pour la constitution de «comités d'union à la base», «sans exclusive ni esprit d'hégémonie».

L'autre : Bon, «parlons franchement»... moi, je ne viens pas à la fête de l'Humanité pour le discours politique du «dimanche 16 h» ; pour cela, je lis *L'Humanité* deux ou trois jours avant et je sais ce qu'il va y être dit ; je viens à la fête de *L'Humanité* car je sais par avance que la dimension culturelle de la fête (scène centrale + espaces régionaux) sera de bonne qualité et que le parti, généralement, une fois n'est pas coutume, fait de bonnes choses en la matière. La fête de *L'Humanité*, pour moi, c'est la partie artistique et la cité internationale qui est exemplaire (mais pas exempte de critiques non plus).

Je te suis pour la critique commerciale dans le domaine

suivant : la répartition des stands. En effet, là, on s'aperçoit que les gros sous priment sur la politique et idéologique. Ainsi, à la Cité du Livre, les grosses maisons d'édition (Gallimard, Seuil, Laffont, etc.) ont des stands importants, proportionnels à ce qu'elles peuvent payer ; d'autres (Maspéro, Ramsay, Dialectiques) ont une surface au m<sup>2</sup> inversement proportionnelle à ce qu'elles véhiculent idéologiquement ; c'est là le nœud du problème : les organisateurs de la fête préfèrent vendre à la Cité du Livre du Bellemare ou du Collaro plutôt que du R. Debray, du G. Labica... ou autres auteurs non-conformistes (le problème des Editions Sociales étant à part).

Et c'est la même chose pour la Cité Internationale. Ainsi le Nicaragua qui vient de mettre à bas Somoza et l'impérialisme américain se retrouve avec un stand ridiculement petit alors que les pays de l'Europe de l'Est sont dominateurs et qu'ils n'ont plus grand chose à démontrer si ce n'est qu'ils n'ont pas instauré le socialisme réel.

Donc c'est à ce niveau là que doit se situer la critique : la valeur marchande du m<sup>2</sup> du parc de la Courneuve pendant la fête de *L'Humanité*.

Lui : Mais pour Lavilliers, Mama Béa et les autres, c'est pareil ; pour les organisateurs de la

## Impression sur la fête de l'Humanité

fête ce ne sont que des artistes qui représentent une certaine valeur marchande ; c'est tout. Le choix de Béranger, de C. Ribeiro ou de G. Vignault ne se fait pas sur des critères politiques mais bien parce que l'on sait qu'ils vont faire venir du monde.

L'autre : Certainement, mais ces artistes acceptent de venir à la fête de *L'Humanité* (même s'ils sont grassement payés) car eux aussi savent qu'en venant à la Courneuve ils trouveront un public nombreux et populaire, et qui partage certaines opinions du message qu'ils désirent faire passer. Or, tu as l'air de critiquer, le fait que le parti les ait invités.

Lui : Non, je ne critique personne ; je dis simplement que derrière tout cela il y a une dynamique commerciale ; les jeunes viennent pour une raison précise ; ils étaient là parce que «des organisateurs de spectacles» avaient fait venir à un prix défiant toute concurrence des artistes qui leur plaisent ; c'est vrai que les organisateurs n'invitent pas n'importe qui, et là ils font un choix politique ; mais il me semble que c'est largement commandé par la dynamique commerciale, y compris la publicité omniprésente.

Depuis 15 ans par exemple, il est certain que la fête de *L'Humanité* s'est développée ; or par ailleurs, on ne peut pas dire que l'influence politique du parti se soit accrue parallèlement à l'ampleur de la fête qui a gagné en surface, en importance, en spectacles.

Comment comprendre ça si ce n'est que les organisateurs de la fête ont compris que le public jeune était primordial ; donc l'aspect culturel n'est pas moins important qu'auparavant mais cette dimension culturelle est largement commandée par des motifs commerciaux ; on s'adresse à des artistes dont il ne s'agit pas de nier la valeur mais qui d'un autre côté représentent une puissance commerciale indéfinissable.

Aussi on arrive à cet état de fait : le travail militant (vente de vignettes) qui précède la fête peut baisser on est quand même sûr du succès de la fête...

L'autre : C'est vrai ; d'un autre côté si l'on fait une analyse politique du phénomène, c'est compréhensible ; on vit dans un système purement marchand et mercantile, et il y a des déviations que l'on ne peut pas contourner. Que l'on critique ou non, il est compréhensible que le parti rentre dans un certain engrenage s'il veut que la fête soit un succès.

Lui : Tu as raison, je n'essaie pas de faire une critique morale de la fête. Mais qu'est-ce que ça implique d'avoir du succès, quelles en sont les conséquences ? Si l'on compare l'évolution de la fête de *L'Humanité* avec les fluctuations de la vente militante de vignettes, avec l'audience de *L'Humanité* et avec l'évolution de la représentativité électorale du parti, on peut mieux comprendre que la fête de *L'Humanité* représente quelque chose d'autonome ; c'est une entité «au-

tonome» dans la vie du parti, c'est-à-dire succès ou insuccès, le parti continuera comme avant. L'autre : C'est certain, ce que l'on peut donc regretter, c'est que les organisateurs n'intègrent pas assez la dimension culturelle dans une perspective de lutte, et que cette dernière soit remplacée par la dynamique commerciale. Et dans ce domaine, tout le monde est responsable : combien de stands politiques pour le nombre impressionnant de restaurants au m<sup>2</sup> ?

Lui : En conclusion, je dirais que la fête se caractérise par une dynamique commerciale qui progresse à grand pas, mais qui, c'est vrai, s'appuie sur un contenu culturel certain.

L'autre : Moi, je partirais de la baisse de la dimension politique de la fête ; cette baisse que traduit l'affaiblissement qualitatif et quantitatif du militantisme ; et par une quasi absence de débat lors de la fête, avec pour conséquence le renforcement de la tendance commerciale.

Lui et l'autre : De toutes façons cela est compréhensible vu l'état de la jeunesse et de ce que propose le parti. Le vide politique est flagrant ; et il est plus facile de discuter de politique extérieure que de politique intérieure. Plus que jamais les discussions importantes sont réservées aux permanents du parti et aux intellectuels, alors que cela devrait être provoqué et discuté par l'ensemble des adhérents.

Alsthom-Unelec Saint-Ouen

Le travail reprend lundi matin

«PLUS !

ON AURAIT DU OBTENIR PLUS !»

C'est finalement vers 11 h 30, jeudi matin que les grévistes d'Alsthom Unelec, (principale des 3 usines de Saint-Ouen) se sont réunis à la chaudronnerie pour se prononcer par vote sur les nouvelles propositions de la direction.

Les syndicats CGT et CFTD rappelaient d'abord ce qui avait été obtenu lors de la réunion de mercredi soir : pour l'essentiel, il s'agit de 3 points : augmentation de 27 F de la prime de transport, 3 ponts payés et passage de la prime de fin d'année de 75 % du salaire de novembre à 84 % fin 1979, à 92 % fin 1980 et à 100 % en fin 1981 ; tout acquis contenant par ailleurs des limites.

«C'est vrai que c'est loin de ce qu'on demandait !» Ce point de vue exprimé à juste titre par les 2 principaux responsables syndicaux CGT et CFTD était massivement partagé par les travailleurs rencontrés dans la matinée. «On n'obtient pas rien du tout, ce n'est pas vrai» faisait remarquer un groupe de jeunes ouvriers. «La prime de fin d'année à 100 % dans 2 ans si on n'avait pas lutté on ne risquait pas de l'avoir ! Mais en fin de compte, au total, on arrache quoi ? Quelques billets de mille : ça fait quand même pas lourd pour 6 semaines de grève, d'autant plus qu'on n'a aucun jour de payé ! Ce qui a été obtenu est bouffé 10 fois !» continuaient-ils tout en disant — fatigués, mais pas la tête basse loin de là — «et dire que malgré cela il va falloir reprendre le boulot ! Car c'est ce qu'on va nous proposer tout à l'heure» tout le

monde en effet en est bien convaincu.

En effet, à cette assemblée générale un responsable CGT, dans une intervention fleuve appelait à reprendre le travail ; s'appuyant encore sur 2 réalités : la faible participation à l'AG et sur le fait que des travailleurs avaient commencé le matin à reprendre le chemin des ateliers, réalité difficile à nier en fin de semaine mais que la direction du syndicat CGT avait grandement contribué à créer ; l'avait-elle oubliée ?

C'est dans ces conditions que — preuve d'un acharnement au combien difficile à étouffer, 2/5 des travailleurs... votaient pour la poursuite de la grève, les autres pour la reprise. Il faut souligner que cent travailleurs seulement étaient présents, les quelques 150 autres qui, il y a quelques jours encore, huaient la décision de libérer les entrées de l'usine étaient, définitivement cette fois, restés chez eux.

Précisons qu'alors que la majorité des travailleurs présents avait voté pour reprendre lundi, le principal responsable CGT prenait la parole pour insister sur le fait qu'il fallait tenir compte de ceux qui — au nombre de quelque 20 chaudronniers ! — voulaient reprendre vendredi !

«Autrement dit, ma foi, il faut se plier à l'avis de la minorité» lançait un travailleur ; c'est bien ce qui était proposé et se plier à un point de vue minoritaire parmi les plus mous comment cela s'appelle-t-il sinon — jusqu'à la fin et sur le plus petit détail — tirer en arrière ?

« ON POUVAIT OBTENIR PLUS »

De nombreux travailleurs ne cachaient pas leur déception parmi lesquels un certain nombre de militants de la section cégétiste ; un responsable CGT désignant l'un de ceux-ci, jugé trop «énervé» menacera de le «virer» du syndicat, n'ayant pas plus d'argument à lui opposer qu'à un autre délégué CGT violemment bousculé parce qu'il s'opposait à la levée des piquets ; récemment on s'en souvient.

Décus, mécontents, oui, beaucoup l'étaient : certes beaucoup le disaient aussi il serait ridicule de dire que tout aurait pu être obtenu «mais on pouvait obtenir un peu plus, si il y avait eu un plan de mobilisation depuis 8 jours après l'évacuation par les flics ; on n'a même pas eu les 50 F de Belfort ».

Certes mais encore faudrait-il qu'il n'y ait pas eu une démobilitation large des grévistes dès après l'évacuation affirmaient jusqu'à ce jeudi encore certains responsables syndicaux.

Démobilisation : — Faut-il rappeler que lors des différentes assemblées générales qui ont suivi, il y a 8 jours, l'intervention policière, ce sont 200 à 300 grévistes qui y ont participé ?

— Vendredi dernier, on a assisté de la part de dizaines d'entre eux soutenus de manière enthousiaste, à un flot de propositions capables de souder et dynamiser le mouvement : propositions de popularisation, d'animation interne à l'usine (portes ouvertes), d'actions spectaculaires,

propositions de mettre en place des structures matérielles indispensables à la prise en main des tâches (salles...)

QUELQUES RAPPELS UTILES

— Faut-il rappeler que ce lundi matin encore, ils étaient plus de 200 à participer à la garde de l'usine, y compris des grévistes qui, il y a peu, condamnaient l'occupation et n'étaient pas les moins virulents, mardi encore, à l'aube, contre ceux qui ne faisaient que répéter «les gars ne vont pas durer».

— 200 grévistes très mobilisés sur 800 (dont 100 - 150 malades d'après les recoupements) ce n'est pas si mal après 6 semaines de lutte quand de surcroît les autres ne manifestaient nullement l'intention de reprendre le travail, encouragés par la détermination de leurs camarades selon les propres indications du syndicat CGT.

PRENDRE APPUI SUR LES PROBLEMES ULTRA-SECONDAIRES?

Le problème n'a donc pas été la mobilisation, mais bien qu'elle n'a pas trouvé à s'engouffrer dans un véritable plan d'action inexistant depuis l'intervention policière. Ainsi qu'ont donc fait aux assemblées générales de vendredi dernier, où foule de propositions ont été faites, ceux qui détiennent les rennes du syndicat CGT ? Ils laissent à loisir parler tout le monde, mais pour ne rien synthétiser du tout des propositions d'action faites.

Pendant une heure — et

malgré la lassitude et l'exaspération (beaucoup partiront) ils s'évertueront à s'appuyer sur des aspects ultra-secondaires — «quelques ouvriers travaillant pourraient être raliés au mouvement» pour parler de la thèse selon laquelle, il fallait «rentrer tous unis» au niveau des ateliers, et adopter des formes de lutte moindres mais acceptables par les quelques non-grévistes.

«Bien sûr il y a» dit le tract distribué récemment parlant des grévistes (la grande masse des ouvriers pourtant !) «Des travailleurs plus combattifs, plus déterminés parce que plus conscients. Mais parmi ceux qui travaillent aujourd'hui, nombreux sont ceux qui veulent exprimer leur désir de voir aboutir leurs revendications. Nous devons leur donner les moyens de le faire. Mais cela nécessite que tous nous acceptions l'idée que la lutte puisse s'exprimer sous des formes et à des niveaux différents». (1)

COMMENT PETIT-A-PETIT ON DEMOBILISE

C'est dans une large mesure parce qu'à l'assemblée générale de vendredi matin, des responsables CFTD mais aussi de jeunes militants CGT, se battent... que le principe de la grève générale dans l'usine avec garde des entrées sera adopté relativement fermement. Mais déjà lors d'une seconde assemblée générale l'après-midi où déjà moitié des travailleurs n'étaient plus-là : ils en avaient eu «ras-le-bol» le matin de voir certains responsables cégétistes laisser à plaisir se mener les débats de manière anarchique pour ne prendre aucune décision ; résultat : aucune décision d'action n'était prise durant le week-end laissant isolés durant 2 jours les travailleurs les moins solidaires... qui au total se sont retrouvés encore un peu moins nombreux ce lundi malgré la démobilitation

tentée, ils se retrouvaient 200, forts décidés... à tel point que cette fois de crainte de ne pouvoir manœuvrer certains responsables syndicaux refusaient, continuant leur démobilitation, de réunir les grévistes pour leur soumettre la proposition d'occupation même une journée voté par le comité de grève lundi. Résultat selon certains travailleurs : les grévistes d'Alsthom-Signaoux qui occupaient depuis 24 heures, se sont retrouvés isolés, vu qu'ils étaient déjà un petit nombre, ils reprénaient le travail sans rien.

— On le voit, en saluant la démocratie, un certain nombre de dirigeants CGT sont arrivés à étouffer la voie de la lutte.

UN PROBLEME DE LA DEMOCRATIE

Mais on l'a vu aussi, comme quoi la démocratie ne règle pas tout, qu'y compris lorsque les travailleurs ont pu s'exprimer, certains responsables n'ont pas pour autant synthétisé leurs points de vue. D'autant que nombre de travailleurs et de militants actifs dont les points de vue se rejoignaient de fait, ne représentaient toutefois pas un pôle suffisamment organisé, structuré d'une manière ou d'une autre. Ceci aurait pu mieux faire contrepoids aux discours défaitistes, qui, eux par contre, avaient été pensés longuement. Ce n'est pas une critique disons-le et quelques militants discutent à juste titre que la tâche n'était pas aisée. Ils étaient conscients toutefois qu'elle était nécessaire quand on a vu, à plusieurs reprises des dizaines de propositions d'actions restées au stade de l'intention parce que la tribune ne les prenait pas en compte, décourageant les travailleurs. C'est un problème qu'on ne peut manquer de soulever alors que ce lundi matin les grévistes vont reprendre le chemin des ateliers.

Richard FEUILLET

Caillebotis Longwy

## ● UN MOIS DE GREVE ● MENACES DE LICENCIEMENTS

Il y a un mois, les travailleurs et travailleuses des Caillebotis entamaient une grève pour leurs salaires. Dans cette entreprise de la zone industrielle de Villers-La-Montagne, là où doit s'installer l'automobile, les salaires sont particulièrement bas : prime de rendement non comprise, ils sont souvent en-dessous du SMIC.

L'entreprise existe depuis une dizaine d'années. Ce sont en grande majorité des jeunes, beaucoup de jeunes filles ou femmes. La zone industrielle c'est une nouvelle vitrine que les hommes comme Labbé, PDG de Goray, mettent en avant pour montrer une reconversion réussie.

Pendant la campagne électorale, c'est aux Caillebotis que Labbé avait fait tourner un film qui le montrait comme le sauveur du bassin.

Pour utiliser la zone comme faire-valoir, il faut aussi que les travailleurs ne soient pas organisés. Aussi c'est l'intransigeance patronale face aux revendications : pour empêcher toute victoire, et si possible rendre la section CFTD responsable d'une fermeture éventuelle.

Bas salaire ou chômage c'est le chantage fait par la direction.

En réalité, les difficultés réelles ou imaginées ne da-

tent pas d'hier, puisque Labbé, un des principaux actionnaires s'est prudemment désengagé pour une partie au moins de ses actions.

En même temps, le dépôt de bilan est difficile, car c'est l'image du sauveur qui en prendrait un coup. Vendredi 16, les délégués étaient convoqués devant le juge des référés, rendus responsables du blocage des portes empêchant l'enlèvement des commandes. La citation faisait état de la menace du dépôt de bilan. Pourtant, les palettes bloquant les portes, enlevées, le bilan était tout de même déposé vendredi. Les travailleurs des Caillebotis sont

bien décidés à ne pas se plier au chantage patronal, à maintenir leurs revendications de salaire, et à lutter contre les licenciements s'ils étaient envisagés.

Ils poursuivent les collectes et la popularisation sur les usines du bassin.

L'enjeu dépasse l'usine elle-même, car c'est tout le sort du bassin de Longwy qui se dessine : chômage massif, bas salaires, atteintes aux libertés syndicales. Et aussi cette lutte montre que la résistance ouvrière et populaire dans le bassin n'est pas terminée.

Correspondant LONGWY

### le quotidien du peuple

- Directeur politique..... Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières..... Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints..... Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique..... Nicolas Duvallois
- Section internationale..... Jean-Paul Gay
- Section informations générales..... Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction..... Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J  
CCPN°23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevot  
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## Session surprise du CC du PCF

De manière imprévue (la précédente session a eu lieu les 7 et 8 novembre derniers), le Comité central du PCF s'est réuni jeudi à Ivry. *L'Humanité* de vendredi matin publie le court rapport qu'y a présenté André Lajoinie sur « la situation politique » ainsi que les conclusions de Marchais.

L'information essentielle de cette session semble bien être la démission d'Henri Fiszbin du CC. Sans condamner la politique menée par Fiszbin à la tête de la fédération de Paris de 1976 à 1978, le CC avait, au début du mois, critiqué l'attitude de celui-ci depuis son départ de la fédération de Paris en janvier 1979. La conclusion logique, mais peut-être pas définitive, de ce désaccord est aujourd'hui sanctionnée avec la démission de Fiszbin qui, désormais, n'occupe plus aucune responsabilité au sein du PCF.

Cette démission spectaculaire, qui a peut-être occupé l'essentiel de la discussion, ne saurait cependant occulter un autre aspect de la session de jeudi. On remarque en effet la grande morosité du rapport de Lajoinie et des conclusions de Marchais... Les deux hommes reviennent à plusieurs reprises sur « les difficultés de la voie choisie par le PCF », en soulignant même, « que l'issue de cette lutte n'est pas écrite à l'avance ». Lajoinie souligne aussi les difficultés rencontrées par la presse du PCF, et appelle les militants à porter leur effort sur les adhésions : en estimant « qu'à la fin de 1979 nous dépasseront les 700 000 adhérents que nous comptons fin 1978 », le rapport tranche sur la manière euphorique dont le courant d'adhésion était jusqu'ici présenté.

Six mois après le 23<sup>e</sup> Congrès, présenté comme un nouveau point de départ après la crise de 1978, c'est un triste tableau de sa situation qu'a dressé le CC du PCF.

### Faire face aux lois racistes

Comment organiser la résistance ? Que signifient ces lois, et quelles sont leurs conséquences ? Comment soutenir la lutte des foyers, comment lutter contre le racisme aujourd'hui, autant de questions qu'il faut débattre et qui seront abordées lors de la réunion publique, organisée par le CEDETIM

VENDREDI 23 NOVEMBRE A 20 H 30  
A L'AGECA

177, rue de Charonne, Paris-11<sup>e</sup>, Métro A. Dumas

## Présidentielles

# MITTERRAND, PRESSÉ DE SE DECLARER, VA VOIR SON CONCURRENT

Plusieurs des proches de Mitterrand viennent d'adresser aux dirigeants du PS (secrétaires fédéraux, parlementaires, membres du comité directeur) une lettre les invitant à faire pression sur Mitterrand pour que la désignation du candidat socialiste

se fasse rapidement, en faveur de Mitterrand. Cette initiative vise à couper l'herbe sous le pied à Rocard qui continue à s'insinuer par l'intermédiaire de sondages qui lui sont favorables



« Ça n'est pas pour demain »

L'initiative des ex-conventionnels Fillioud et Mermaz, prise, semble-t-il, sans avoir préalablement consulté le principal intéressé Mitterrand, tend à avancer une désignation pour une échéance encore relativement lointaine. Il était initialement prévu que la désignation du candidat socialiste se fasse vers le milieu de l'année 1980, par un vote de l'ensemble des militants du PS. Même si des dirigeants du PS avaient déjà fait appel à une candidature du premier secrétaire, celui-ci refusait jusqu'à présent de prendre position, rejoignant l'attitude de tous les autres prétendants, Giscard, Chirac, Marchais, qui affirment avec un bel ensemble que le moment n'est pas venu de faire campagne — alors qu'ils ne font rien d'autre.

Les signataires de la lettre voudraient que la désignation du candidat aux présidentielles intervienne assez rapidement, par exemple en janvier 1980, juste après la convention nationale sur « le projet socialiste ». S'ils étaient suivis, l'effet principal de cette mesure serait de couper court aux tentatives de Rocard pour prétendre à l'investiture de son parti.

Marginalisé au sein du PS (même Mauroy s'est prononcé pour une candidature Mitterrand), Rocard ne peut compter pour remonter sa côte que sur la pression des sondages. Quoique ceux-ci n'aient pas grande signification hors situation, et qu'ils aient déjà fait miroiter au PS des espoirs cruellement déçus, ils n'en produisent pas moins des effets dans les discussions internes. Un nouveau sondage vient d'être opportunément publié par *Paris-Match* : il confirme les précédents, selon lesquels Rocard serait un meilleur candidat

que Mitterrand. En cas de duel Rocard-Giscard, il y aurait, selon ce sondage, égalité 50-50 au second tour entre les deux candidats ; Mitterrand au contraire, serait battu, n'obtenant que 48% des voix. Le sondage confirme également que Rocard serait plus à même de chasser sur les terres de Giscard : celui-ci obtiendrait 40% des voix au premier tour face à Mitterrand, mais seulement 35% face à Rocard.

Une candidature immédiatement annoncée de Mitterrand obligerait Rocard à cesser de mener sa pré-campagne par sondages interposés, puisqu'il est lié par sa promesse de ne pas opposer sa candidature à celle de Mitterrand, si celui-ci se présente, et de soutenir sa campagne.

### COURSE AU CENTRE GAUCHE

Dans cette course pré-présidentielle, on a fait grand bruit de la rencontre-éclair entre Mitterrand et Chirac, qui s'est produite à l'Hôtel de Ville de Paris. Officiellement, Mitterrand était là par hasard : le groupe socialiste de l'Hôtel de Ville organisait une réception en l'honneur des élus socialistes présents pour le congrès des maires de France. C'est donc par hasard, bien sûr, que le maire de Château-Chinon était présent, et qu'il a rendu une visite « de courtoisie » aux maîtres des lieux.

Une initiative soigneusement dosée : après les petites phrases sur les convergences PS-RPR, les deux leaders se rencontrent, par hasard, on vous assure. Mais ils ne se sont rien dit, l'entrevue a duré quelques minutes. En fait, chacun des deux partis a intérêt à évoquer ses « convergences » avec l'autre, non pour s'entendre, mais pour tenter de mordre sur l'électorat de l'autre. A condition évidemment que le rapprochement n'aille pas trop loin, au risque de trop compromettre l'un et l'autre des partis face à ses électeurs habituels. C'est pour cela que l'on insiste aussi sur la brièveté de l'entretien. Pas de surprise à attendre : on ne les verra pas gouverner ensemble, même s'ils ont la majorité à l'Assemblée.

François NOLET

## Programme gouvernemental pour les six prochains mois

# MENSONGES ET VELLEITES DE GISCARD

Giscard vient de fixer deux objectifs au gouvernement : « améliorer les conditions de la vie quotidienne » et « affermir le rang de la France dans le monde ». Deux souhaits qui n'ont rien d'étonnant : on imagine mal un président soucieux de se faire réélire, continuer de ne prôner que l'effort, l'accoutumance à l'austérité et un chef d'Etat impérialiste renoncer à ses prétentions. Giscard entend « préparer la France à son avenir », mais quel avenir pour les travailleurs qui depuis cinq ans subissent les coups de sa politique d'austérité ? Prétendre en six mois « améliorer » la situation des masses alors que depuis des années le chômage ne cesse de s'accroître, que la hausse des prix entame de plus en plus les salaires et que les atteintes aux libertés démocratiques se multiplient, voilà un pari pour le mieux osé. Pour mesurer les promesses de Giscard, confrontons les à ses réalisations.

La lettre du Président de la République au Premier ministre s'ouvre par un satisfecit : non seulement « les engagements ont été tenus » mais « des progrès accomplis » en ce qui concerne les 4 objectifs du gouvernement pour les 6 derniers mois. Ce n'est pas faux pour « l'adaptation de l'appareil de production aux exigences de la compétitivité » des milliers de sidérurgistes, entre autres, en ont subi les conséquences. Mais par exemple, pour ce qui est de « l'amélioration du mode d'existence de chacun », la satisfaction de Giscard fait l'effet d'une insulte.

### DETERIORATION DES CONDITIONS DE VIE

Giscard promet d'aider les familles, cela devra commencer par une compensation des pertes du pouvoir d'achat de : en octobre dernier, la CSCV signalait que pour une famille de 2 enfants disposant d'un salaire brut de 3500 F, les différentes hausses se sont traduites par un prélèvement de 7,5% sur le revenu net !

Giscard déclare que « l'emploi demeure prioritaire » et insiste sur la formation professionnelle : lui qui, en 5 ans, a fait croître

d'un million le nombre officiel des chômeurs. Pour faire face aux « difficultés économiques et financières », le Président fait surtout appel à « la solidarité des français ».

Quant au renforcement de « la protection des concitoyens contre les actes de violence et de désordre », il laisse présager de nouvelles atteintes au droit de manifester, de faire grève. La « réforme de certaines procédures pénales », ça a été par exemple l'utilisation abusive du flagrant délit et son association à l'application de la loi « anticasseurs » pour condamner sans preuve les manifestants du 23 mars et du 1<sup>er</sup> mai.

### VELLEITES DE L'IMPERIALISME FRANCAIS

Giscard met l'accent sur « l'affranchissement progressif de la dépendance pétrolière ». Le choix du tout nucléaire, présenté comme la seule solution pour gagner l'indépendance énergétique est de ce point de vue un leurre, puisque l'approvisionnement en combustible est aujourd'hui assuré par le

pillage des richesses nationales des pays comme par exemple le Gabon. L'abandon de la filière française a soumis la politique nucléaire française aux intérêts US, et l'insuffisance de la maîtrise de la technologie du nucléaire comme les dangers présentés par le fait de ne développer que ce type de source d'énergie commandent l'abandon de cette priorité. Giscard demande « le développement de la recherche scientifique et technique » au moment où des centaines de chercheurs protestent contre les restrictions apportées à la recherche fondamentale.

Enfin, « valoriser l'agriculture, les industries alimentaires, mécaniques ou de haute technologie », voilà qui promet des compressions d'effectifs, des regroupements dont feront les frais les petits agriculteurs comme les ouvriers. Assurément, les « principes de l'action gouvernementale » pour les six mois à venir s'inscrivent dans une continuité, celle de la politique oppressive, répressive, antipopulaire de Giscard et Barre.

### CONFLIT DANS UNE MUNICIPALITE DE GAUCHE

A Hérouville, près de Caen, le maire socialiste (CERES pourtant) vient de retirer leur délégation à ses adjoints PCF, qu'il avait pourtant placés aux postes-clés après les municipales de 1977. Un problème d'utilisation de fonds est à l'origine du conflit.

# CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE, car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre ne signifie pas une clôture du débat précédent.

## Y-A-T-IL FASCISATION DU REGIME ?

### Interview d'un d'un militant syndical de Paris 19<sup>e</sup>

► De nombreuses atteintes aux libertés démocratiques ont été perpétrées ces derniers temps : condamnations après la manifestation du 23 mars, atteintes au droit de grève à la radio-télévision, répression policière contre les travailleurs en lutte (dernièrement Alstom Saint-Ouen à deux reprises), lois en discussion contre les travailleurs immigrés. Comment sont ressenties ces atteintes aux libertés dans les entreprises ?

Les travailleurs sont très sensibles à la présence policière dans la rue. Je me souviens des réactions dans ma boîte au moment de l'enlèvement du baron Empain et du quadrillage policier qui l'a suivi. Les travailleurs réagissaient très vivement : ils disaient que ce déploiement de flics était dû au fait que c'était un type plein de fric qui était enlevé ; pour quelqu'un qui travaille à Paris et habite en banlieue, il est très irritant de se faire contrôler trois ou quatre fois le long du trajet entre son domicile et son travail.

► Quelles réflexions les récents cas de répression inspirent-ils ? Jusqu'où les travailleurs, les militants syndicaux pensent-ils que cela peut aller ?

Il existe des points de vue selon lesquels le gouvernement veut par là aboutir au fascisme. Je me souviens d'un point de vue d'une syndicaliste de la SFP qui soutenait, après la lutte de la SFP, qu'on allait vers le fascisme. Elle s'appuyait sur les atteintes au droit de grève à la télé, mais en les replaçant dans un ensemble, comme le contrôle accru sur les travailleurs immigrés.

► Qu'est-ce qui permet de conclure d'un renfor-

cement de la répression au danger de fascisme ? Qu'est-ce qui autorise ce passage ?

En fait, ce n'est pas bien clair dans la tête des gens. Souvent, ils ont tendance à confondre répression et fascisme ; on ne voit pas bien la différence entre aggravation de la répression et fascisation.

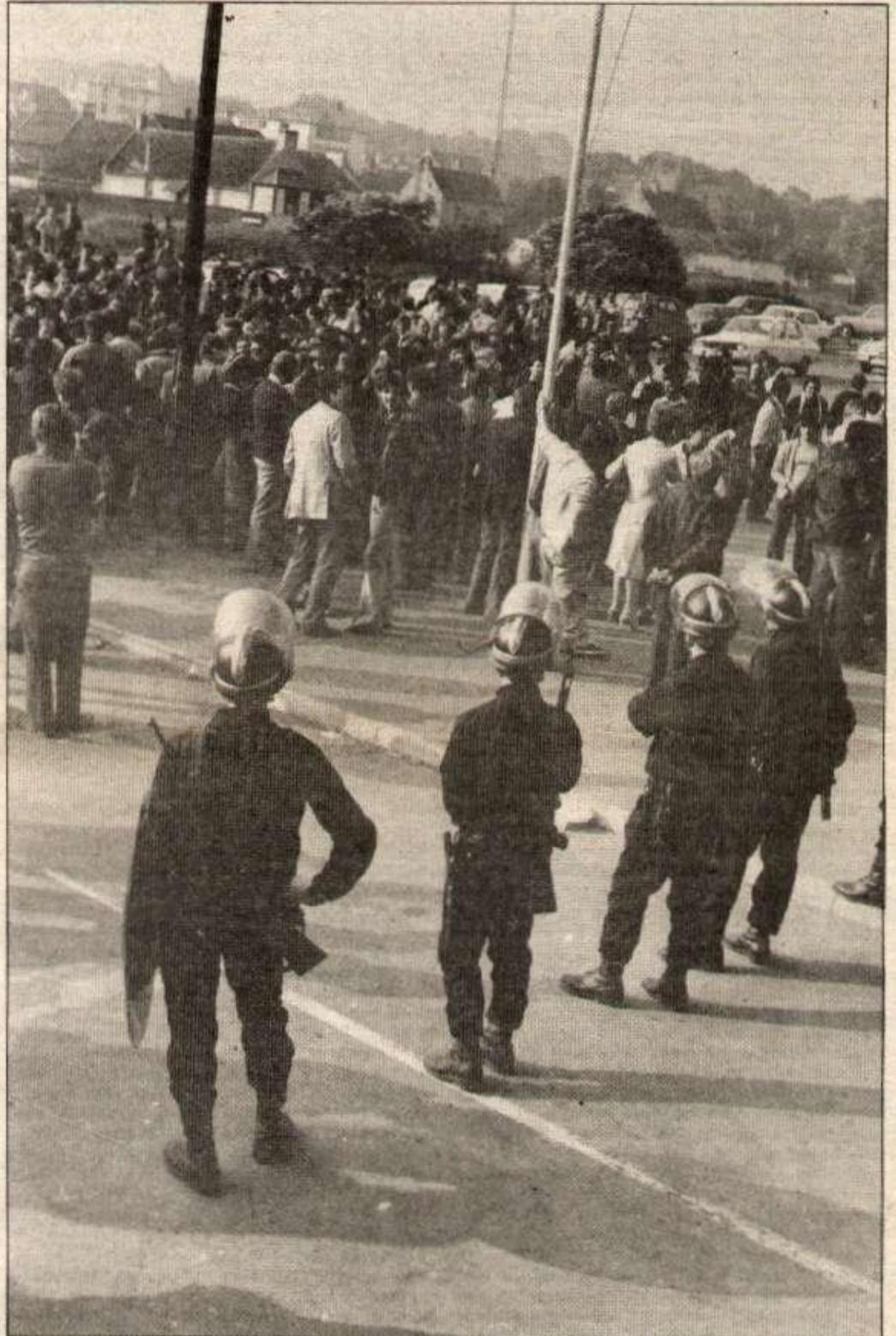
Il existe une conscience du renforcement de la répression depuis l'époque de Poniowski : ses mesures de répression, les opérations coups de poing, c'était très mal reçu dans la classe ouvrière.

► Sur quoi se fonde l'idée que la bourgeoisie aurait besoin de recourir au fascisme aujourd'hui ?

Sur une idée simple : il y a une crise, les patrons ne veulent rien lâcher. Dans cette situation, ils n'ont, face aux luttes des travailleurs, d'autres solutions que la répression. Ce genre de point de vue s'exprime surtout au moment où les luttes battaient leur plein dans la sidérurgie. L'idée qui domine, c'est que la crise est à l'origine de cette répression accrue : les patrons et Giscard ne veulent rien accorder, ils rognent même sur des avantages acquis. Cette politique s'accompagne nécessairement d'une accentuation de la répression. La crise s'aggravant, la répression ne peut qu'être de plus en plus forte.

► Giscard ne peut-il employer que la répression ? N'a-t-il pas des moyens de tromper une partie des travailleurs et de faire accepter dans une certaine mesure l'austérité ?

Oui, bien sûr, et c'est ce qu'il essaie de faire : la télé est encombrée par des déclarations de Giscard, Barre et autres ministres. Mais en général, dans ma boîte, les ouvriers ne regardent pas ces émissions :



ils en ont marre de les voir. Remarque : il paraît que la cote de Barre a remonté dans les sondages : je ne sais pas ce que cela vaut, mais chez les ouvriers, ça n'a pas changé. Mais il est vrai par exemple que Giscard est moins attaqué que Barre, peut-être parce qu'il se met moins en avant quand il s'agit d'annoncer des mesures d'austérité.

► Est-ce que certains pensent vraiment qu'un régime à la Pinochet est possible en France ?

Non, pas maintenant en tout cas. En fait, il s'agit plutôt d'une confusion entre aggrava-

tion de la répression et marche au fascisme. Personne ne pense vraiment qu'on aille vers un régime où toutes les libertés seraient supprimées, où par exemple les syndicats seraient interdits. Juste après mai 1968, par exemple, il y avait une aggravation importante de la répression, des organisations politiques ont été interdites : le pouvoir gaulliste n'a pas pour autant interdit les syndicats, il ne pouvait pas le faire. Même aujourd'hui, où les interventions de la police contre les grèves sont fréquentes, le gouvernement n'envoie pas les CRS comme ça, n'importe comment. Regarde le conflit d'Alstom : ils ont bien envoyé les flics à Saint-Ouen, mais ils

ne l'ont pas fait à Belfort : ils préfèrent, quand ils le peuvent, employer d'autres moyens, comme essayer de briser l'unité des gars.

On en pense pas en général que Giscard va instaurer un régime fasciste, mais les travailleurs de Paris se méfient beaucoup de leur maire : ils pensent que Chirac rêve d'un régime beaucoup plus fort, et ils souhaitent fortement qu'on ne l'ait jamais comme président. S'il parvenait à s'imposer, on pourrait craindre une réduction massive des libertés démocratiques. C'est un point de vue très partagé.

## Vestiges d'une union entre parenthèses

Parler de l'union de la gauche aujourd'hui, cela fait sourire. Pas un jour sans que des invectives ne soient échangées entre PS et PCF, pas un jour sans qu'un dirigeant monte en ligne pour y aller de sa petite allusion perfide. L'Unité représente Marchais en charognard, tandis que L'Humanité (re)plonge dans le trouble passé du Mitterrand ministre de la IV<sup>e</sup> République. Il est pourtant un

domaine où l'union de la gauche existe encore, sur le papier du moins : c'est celui des municipalités. Une union qui tend à devenir de plus en plus fictive, et qui, en tout cas, est soumise à la plus vive des tempêtes. Rien que dans les deux derniers mois, le vent de la désunion a soufflé très fort à Lille, à Valence, à Chambéry, à Saint-Etienne, à Angers, à Rennes, à La Ciotat.

C'était il y a longtemps, très longtemps : au mois de mars 1977. La gauche fête un succès qui dépassait toutes ses espérances : 159 victoires dans les 220 villes de plus de 30 000 habitants, 22 municipalités gagnées par le PCF, 35 par le PS : Angers, Brest, Reims, Saint-Priest, Tarbes, Belfort, Beziers, Le Mans, Montpellier, Rennes, Saint-Etienne, Villeurbanne, et beaucoup d'autres encore, « passaient à gauche ». Euphoriques, les commentateurs l'étaient tout autant. Pour Fabre, « il semble que la droite s'effondre » ; pour Deferre, c'est « la force du courant d'union de la gauche » qui a permis la victoire. Le bureau politique du PCF appelle les militants « à tout faire pour que s'élargisse encore le rassemblement autour du programme commun qui constitue, plus que jamais, la seule issue à la crise que connaît notre pays ».

Moins de trois ans plus tard, les désaccords au sein des municipalités ont pris suffisamment d'ampleur pour qu'ils nécessitent l'intervention des états-majors. Le 7 novembre, Madeleine Vincent, du BP du PCF, écrit dans L'Humanité : « Certaines difficultés ont surgi dans plusieurs municipalités au cours de ces dernières semaines (sic). (...) il convient d'en situer les responsabilités (...) Force est de constater que le virage à droite du Parti socialiste a des conséquences au plan municipal... » En écho, le congrès d'octobre des élus socialistes déclarait : « Les élus socialistes s'inquiètent des conséquences difficilement maîtrisables au niveau local qu'entraînerait la poursuite par le PCF de campagnes de dénigrement systématique et de comportement dangereusement agressif vis-à-vis des militants socialistes ».

Entre ces deux moments, pratiquement pas une seule ville gagnée par la gauche en mars 1977 qui n'ait été l'objet d'affrontements virulents au sein du conseil municipal. A Chambéry, en septembre, le journal des conseillers municipaux PCF « s'étonne » du refus du maire socialiste de recevoir une délégation de l'Intersyndicale de l'hôpital. Celui-ci proteste, exige la publication d'un rectificatif, et devant le refus du PCF décide d'exclure ses conseillers d'une délégation municipale qui « monte » à Paris. A La Ciotat, quatre conseillers municipaux socialistes démissionnent de leurs postes d'adjoints, pour dénoncer « les pressions bureaucratiques exercées par le groupe PCF », qui est majoritaire. A Valence, les élus PCF, minoritaires, dénoncent la gestion des bus de la ville, assurée par le maire socialiste. A Saint-Etienne, le maire PCF, Sanguedolce, propose d'exempter les deux sociétés issues de Manufrance d'impôts locaux, au nom de l'emploi, « priorité des priorités ». Aussitôt, les socialistes s'y opposent, et dénoncent le « chantage » des industriels. A Lille, Mauroy ne dit rien à propos du refus de l'administration hospitalière de faire une transfusion sanguine sur un mourant. Aussitôt, le PCF réagit et dénonce, sous le titre « Pas de sang pour les mourants », Giscard, Barre... et Mauroy.

Le point d'affrontement décisif reste cependant le vote des bud-



Tout sourire, le conseil municipal de Saint-Malo, autour de son maire. Depuis, la chronique de la désunion à Saint-Malo s'est allongée au point de provoquer une crise de plusieurs mois.

## QUAND CRAQUENT LES MUNICIPALITES DE GAUCHE

Par Nicolas DUVALLOIS

gets municipaux. Un maire PCF décide d'une augmentation forte des impôts locaux ? Les socialistes s'y opposent. Un maire PS en fait autant ? Le PCF s'y oppose, et se voit systématiquement retiré ses délégations d'adjoints. L'affrontement devient parfois plus complexe, comme au Mans : là, le maire est PCF, mais le président de la communauté urbaine est socialiste, en vertu d'un accord passé en 1977. Du coup, la bagarre au sein du conseil municipal est remplacée par une lutte entre la municipalité et la communauté urbaine.

### ENTREtenir LE FOSSE

Dynamique de la désunion ? Eclatement définitif des derniers vestiges de cette union de la gauche née en 1972 de la signature du programme commun ?

L'affaire n'est pas si simple. Car dans les états-majors, on ne se satisfait pas vraiment de la désunion municipale actuelle. Une fois encore, revenons en arrière. La « question des municipalités » a déjà été un point de friction, en 1976. Pour des raisons de politique générale, évidemment : au travers de la désignation des têtes de liste, il s'agissait de définir, à un moment donné, les rapports de forces au sein de l'union de la gauche. Mais aussi parce qu'au travers des municipalités, la gauche unie allait pour la première fois pouvoir mettre en œuvre un programme de gestion, même au niveau d'une ville. Les municipalités d'union, c'étaient en quelque sorte le microcosme de la société : « Regardez ce que la gauche unie fait dans votre ville. Demain, elle fera la même chose au niveau du pays », précisait un

tract PCF distribué à Tarbes en février 1978. Le raisonnement reste le même, dans un contexte tout différent. Ce qui n'est pas sans entraîner de singulières contradictions.

### LES PRINCIPES ET LES FAITS

Le PCF reste attaché à l'union de la gauche dans les municipalités. Quelques jours après que Mitterrand eut déclaré le pro-

gramme « forços », Marchais ne disait-il pas : « A mon avis, les divergences existant au sommet ne doivent pas remettre en cause l'acquis des municipalités ». Il le répètera devant le congrès des « élus communistes et républicains ». Pourquoi : parce que toute l'explication de l'échec de mars 1978 pour le PCF, réside dans le fait qu'il n'y avait plus de programme, plus d'engagement solidaire et précis. Or, un tel engagement existe dans les municipalités : c'est le programme

### L'exemple d'Angers

Des récents craquements dans les municipalités de gauche, celui d'Angers est sans doute le plus spectaculaire. De quoi s'agit-il ?

En mars 1977, la gauche l'emporte, de manière un peu surprenante. C'est un socialiste, Jean Monnier, ancien syndicaliste converti à la politique rocardienne, qui devient maire. Jusqu'au début de cette année, les choses ne vont pas trop mal au sein du conseil municipal. Des accrochages, certes, mais qui ne franchissent pas les murs de la ville. Puis vient l'affaire des bus.

La société municipale d'exploitation des bus urbains enregistre un déficit énorme. Monnier fait celui qui découvre l'affaire, brusquement, et décide des licenciements. Le PCF, qui s'était tu jusque là, réagit brusquement : solidaire des travailleurs, il dénonce les licenciements... et le maire. Celui-ci riposte à son tour, en retirant leurs mandats d'adjoints aux conseillers PCF. Presque banal jusqu'ici. Mais le PCF fait donner la grosse artillerie. Poperen, du BP du PCF, intervient à son tour : « la crise d'Angers est significative de la contradiction entre le discours de gauche du PS et sa pratique de droite de gestion de la crise sur le dos des travailleurs et des masses populaires ».

On en parle à Paris. C'est ce moment-là que choisit le CERES pour entrer à son tour dans la bataille... contre le rocardien Monnier, accusé de « porter un grave préjudice au parti socialiste ». Au tour de Mitterrand de monter en ligne ; comme au billard : en assurant Monnier de sa « solidarité », il vise le PCF, mais aussi, par ricochet, le CERES. L'affaire en est là.

Le déficit des bus subsiste, des travailleurs, malgré leur lutte, ont été licenciés, mais les grenouillages subsistent. Une image nouvelle de la gestion municipale, disait Monnier en s'installant à la mairie...

de gestion communale, adopté en 1976, à la veille des élections. Quand il y a programme, ça marche ; quand il n'y en a pas, ça ne marche pas. On conçoit qu'avec un tel raisonnement, le PCF hésite à rompre l'union dans les municipalités : ce serait faire la preuve que la rupture de l'union, au plan national, réside ailleurs que dans l'inexistence d'un programme commun. Solidarité de gestion, donc, comme l'écrivait Madeleine Vincent au début de ce mois.

Mais, car il y a un mais, le PCF ne peut pas non plus cautionner l'action des maires socialistes. Ce serait décerner à ceux-ci un brevet de bonne gestion, ce serait faire croire que finalement, des socialistes au pouvoir, ce n'est pas si mal. Impensable !

La solution trouvée par le PCF pour résoudre cette insoluble contradiction n'a pas fait long feu : il s'agirait « de ne pas confondre le rôle de la section, de la fédération communiste, et celui des élus communistes dans un conseil municipal d'union ». Aux uns la critique, aux autres la solidarité de gestion. Imaginez le cas de conscience de Marcel Paquereau, à Angers : il est à la fois adjoint au maire, et secrétaire de la fédération PCF du Maine-et-Loire !

Le PS n'est guère mieux loti. Pas question pour lui d'apparaître comme cédant devant les pressions du PCF : ce serait donner raison à ceux qui, à droite, l'ont accusé d'avoir justement fait rentrer le PCF dans de très nombreuses municipalités. Mais pas question non plus de rompre l'union municipale : ce serait faire la preuve de l'incapacité de gérer ensemble, fusent des municipalités. Et quel argument donné au PCF dans sa campagne du « virage à droite ».

### VIVOTER

Alors, les municipalités d'union de la gauche vivent. Quand le feu de la désunion bat trop fort, les pompiers de service arrivent. Hier, c'étaient Fiterman et Beregovoy, ensemble, qui lors de leur « sommet » du 20 septembre précisait que « les convergences peuvent également se traduire par la réunion des conseils municipaux d'union de la gauche, notamment en vue de mobiliser contre la hausse des impôts ». On cherche les exemples... Le 7 novembre, c'était L'Humanité qui écrivait que « les élus communistes se montrent scrupuleusement respectueux d'une solidarité de gestion ». Et Mitterrand à son tour, le 16 novembre : « La poursuite du travail en commun dans un grand nombre de municipalités d'union de la gauche doit être recherchée au nom des engagements pris en 1977 et par souci de préserver l'avenir ».

Préserver l'avenir... en s'appuyant sur le passé, et en faisant fi du présent. En attendant, les municipalités vivent.

Pas pires que celles de droite, non. Parfois même plus « socialistes ». Mais la dynamique est tombée ; les illusions se sont évaporées. Reste la difficile coexistence de deux partis condamnés à ne pas trop se séparer.

# 1000 quotidien du peuple

Dossier réalisé par Gérard PRIVAT, Fabien VAUDOIS et Jean LERMET

## De Réhault à Alsthom... quatre années au cœur des luttes



«L'histoire de Fougères, c'est l'histoire de la chaussure». Ainsi commençait le premier article de mon premier reportage publié dans le numéro 5 du *Quotidien du Peuple*. On était le 3 octobre 1975. Quelques jours plus tôt, le 30 septembre très précisément, les flics avaient sauvagement attaqué une manifestation des travailleurs de la chaussure qui protesta contre la fermeture de leurs usines; sans aucune sommation, sans le moindre avertissement. Christine Mochon, une jeune chômeuse fougèraise reçut une grenade tirée à tir tendu en plein visage; elle en perdit un œil. Une autre manifestation de protestation était immédiatement décidée pour le lendemain.

On n'avait pas longtemps tergiversé au journal ce 1<sup>er</sup> octobre. Réaliser un «journal au cœur des luttes», c'est la tâche qui nous avait été fixée. Là-bas, en Bretagne, des ouvriers se battaient; il fallait y aller. Le soir même, j'arrivais en pleine manifestation, appareil photo en bandoulière et carnet de notes en poche. Et puis un petit pincement au cœur: comment je vais m'y prendre? journaliste au *Quotidien du Peuple*, ce journal communiste qui n'avait que trois jours d'existence... Ce n'est pas évident. L'expérience journalistique? nulle! J'ai bien rédigé deux tracts, mais enfin... Il y a une semaine, je travaillais encore à l'usine. Et les travailleurs de Fougères, comment est-ce qu'ils vont m'accueillir?



On a tous à peu près commencé comme ça à la section Lutte du *Quotidien*. L'enthousiasme militant remplaçant (souvent avantageusement) l'expérience journalistique.

Des dizaines d'occupations, des centaines de grèves, de manifestations, des affrontements avec les flics, des débats intenses, des villes mortes ou révoltées, des opérations coup de

### Ni fleurs ni couronnes

Le 20 août dernier, Le Nouvel Observateur annonçait que le *Quotidien du Peuple* «pourrait ne pas reparaitre à la rentrée. Plus récemment, un journal d'extrême-gauche, naguère hebdomadaire, et devenu mensuel après trois mois d'interruption, nous décrivait comme «moribonds» dès le premier numéro de sa nouvelle formule. Côté Perdreil encore, un journaliste du *Matin* vient de faire imprimer que nous n'existons que grâce à des subsides de l'étranger, nés de son imagination.

Voilà 1 000 numéros du *Quotidien du Peuple* qui sont parus. Par le seul effort de nos camarades et de nos lecteurs. Et nous en restons là...!

Rendez-vous au numéro 2 000, messieurs les fossoyeurs.

### Une militante du Nord évoque la période de lancement du *Quotidien du Peuple* «On ressentait le besoin d'un quotidien pour participer pleinement au débat d'idées»

► Peux-tu rappeler comment les militants du Parti ressentait le besoin d'un quotidien avant même sa parution?

Quand on ne disposait que d'un hebdomadaire, et qu'on le diffusait principalement en fin de semaine, sur les marchés, on ressentait un certain décalage sur l'actualité. Entre le moment de sa rédaction et celui de la diffusion que nous faisions, il s'était passé beaucoup de choses... Et pour vendre un journal à nos camarades de travail, il était souhaitable qu'il soit en prise sur ce qui pouvait faire les conversations du matin à l'usine. Alors, nous attendions du quotidien qu'il nous serve pour mener la discussion et même que sa diffusion puisse être un certain prolongement à ces discussions.

Dans un quotidien, il est possible de rendre compte des luttes dans leur évolution. Et puis, en étant en prise directe sur ceux qui luttent, on a ainsi les moyens de faire progresser la lutte en contribuant à leur réflexion; on ressentait le besoin d'un quotidien pour participer pleinement à ce débat d'idées.

► Dans quel esprit les moyens financiers pour faire paraître le quotidien ont-ils été rassemblés?

Malgré l'ampleur de la tâche, cela n'est pas apparu comme une utopie. C'est au contraire dans un grand enthousiasme que tous les camarades se sont mobilisés pour réunir les moyens de faire paraître le quotidien. Et l'on savait qu'il nous faudrait compter uniquement sur nos propres forces; c'est pourquoi pendant des mois, nous avons alimenté la souscription en mobilisant tous nos contacts et sympathisants qui partageaient notre combat pour réaliser ce projet.

► Comment a-t-on fait connaître Le *Quotidien du Peuple*?

Avec son lancement, il y a eu une campagne d'abonnement. Je me souviens qu'un camarade de ma cellule avait fait à lui tout seul une quinzaine d'abonnements dans les milieux ouvriers de son quartier. Pour faire connaître le journal, tous les soirs, je faisais du porte à porte dans un quartier sur le chemin en sortant de l'usine. En quelques semaines, il s'était dégagé des lecteurs fidèles que je retournais voir systématiquement. J'ai continué pendant trois ans. Parmi les travailleurs qui me prenaient régulièrement le *Quotidien*, il y en a certainement qui ont voté pour l'union de la gauche en 1978 — ils ont été déçus qu'elle ne soit pas passée — mais ils m'avaient donné de l'argent pour soutenir notre campagne électorale.

► Qu'est-ce que Le *Quotidien du Peuple* a changé dans ton activité quotidienne?

Dès 6 H 30, avant d'aller à l'usine, j'achetais le QdP. J'y jetais un coup d'œil. On y puise de la matière pour des discussions. On y trouve des éléments d'information, des commentaires. Il s'en dégage un point de vue. On se sent alors plus à même de discuter, d'argumenter...

Moi, ça m'a tout simplement permis de LIRE. Des femmes comme moi qui travaillent à l'usine ne lisent pas forcément volontiers. Le *Quotidien* a été un instrument irremplaçable de réflexion. C'est assez dur de réfléchir tout seul, de se faire une opinion au jour le jour... avec les seules informations de la radio... Avec le *Quotidien*, il y a un enrichissement de notre réflexion...

poing... Pendant quatre années, le *Quotidien du Peuple* était là chaque fois que les travailleurs sont entrés en lutte. A Grenoble ou à Dunkerque, à Brest ou à Clermont-Ferrand, à Caen ou à Longwy... Réo, Imro, Lip, Peugeot-cycles, Rhône-Poulenc, Sescosem, Saviem, Schlumpf, Boussac, Renault, Moulinex, Usinor... Alsthom... Il faudrait un livre pour les citer toutes.

Beaucoup de choses apprises, des liens tissés en grand nombre avec les travailleurs, avec des militants par dizaines. C'est aussi cela, quatre ans de travail à ce journal «au cœur des luttes».

### Dans le camp du peuple

Disons-le nettement: nous ne sommes pas objectifs au *Quotidien du Peuple*. Du moins au sens où l'entendent généralement les gens qui travaillent dans les «grands moyens d'information». Eux non plus ne le sont pas d'ailleurs. La différence, c'est que nous, nous l'affirmons très fort. Notre camp, c'est celui du peuple, celui des travailleurs. Notre seule raison d'être, c'est de servir le peuple. Dans nos colonnes, ce sont les travailleurs qui ont la parole. Ceux que l'on fait taire, ceux qui n'ont pas droit à la parole à la télé ou dans les grands journaux, s'expriment dans le *Quotidien*.

# De Réhault à Alsthom... quatre années au cœur des luttes

Par un bel après-midi du printemps 1976, elles étaient bien une douzaine, les filles de Bourgogne-Electronique de Dijon, assises sur la pelouse de l'usine autour de moi. Pendant plus de deux heures, elles m'ont raconté leur vie dans l'atelier, les chefs, les cadences... et puis surtout leur lutte. Quand je leur ai demandé leur avis sur l'article que j'avais écrit avant de leur téléphoner au journal, il y en a plus d'une qui n'en revenait pas : « Dis donc, c'est drôlement chouette, ce que tu as écrit, c'est de notre côté... D'habitude, dans les journaux... ». Des choses de ce genre, chacun à la section pouvait raconter des dizaines : L'enthousiasme des Bousiac dont l'un ne trouvant plus de *Quotidien* disponible, avait fait une trentaine de photocopies d'une « Une » du journal sur leur lutte pour les repasser à ses copains ; les grévistes des grandes presses de Flins qui avaient arraché le journaliste du *Quotidien* des mains des flics qui voulaient lui piquer son appareil photo ; et puis, plus près, la solidarité de nombreux travailleurs et militants longvicieus lors du procès de Briey.

Nos « sources d'information », nous les trouvons parmi les travailleurs ; c'est leur point de vue qui nous intéresse d'abord. Dans les masses, on est chez nous.

### En permanence sur le terrain

Des grèves, il y en a chaque jour plusieurs dizaines en France. S'il fallait faire un article sur chacune d'elles, cinquante pages n'y suffiraient pas. Mais toutes n'ont pas la même signification. Par leur

caractéristiques, certaines luttes ouvrières marquent une période, concentrent à un moment tous les points d'avancée de la conscience ouvrière. C'est ce qui détermine notre choix de reportages.

De ce point de vue, l'année 1977 fut pour nous une longue traversée du désert. Il se passait beaucoup de choses, le débat politique était intense, mais les directions syndicales verrouillaient solidement les affaires, s'employaient à faire avorter tout ce qui pouvait ressembler de près ou de loin à des velléités de lutte un peu déterminée, tout en concentrant toute la vapeur sur des chapelets sans fin de journées d'action, principalement axées sur le soutien au programme commun.

Les Bibs en firent les frais en décembre. Eux qui ne bougent pas souvent étaient bien partis contre le travail du samedi à Michelin. Nous, on s'apprêtait à envoyer un copain à Clermont. Pas le temps ! Les directions syndicales

avaient fait reprendre le boulot vite fait bien fait ; sans rien évidemment. Mais là n'était pas leur problème. Le grand moment tant attendu approchait : Mars 1978. Il fallait que les élections se déroulent « dans la sérénité ».

Aussi, les militants communistes que nous sommes se réjouirent-ils quand, après la débâcle de la gauche, dès le début du mois de Mai, des signes avant-coureurs firent leur apparition : le 3<sup>e</sup> tour était parti. C'est l'époque, souvenons-nous, où chacun dans la gauche (parti et syndicats) et beaucoup dans « l'extrême-gauche » expliquaient à longueur de colonnes que la classe ouvrière en avait pris « un méchant coup sur la cafetière » et mettrait beaucoup de temps à remonter la pente. Nous, pas surpris, mais heureux.

On avait pris ce qu'on appelle des « dispositions exceptionnelles », « détournant » des copains de leur tâches habituelles. On avait des envoyés spéciaux en quantité pour



## Le rôle précieux des correspondants du Quotidien du Peuple

C'est une évidence : sans ses correspondants, le *Quotidien du Peuple* ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Tout au long de ces quatre années, les correspondants ont pris une place importante dans la vie de notre journal.

C'est quoi une correspondance au QdP : c'est le coup de téléphone que l'on reçoit à 7 heures du matin : « Hé, les gars, vous êtes au courant ? Les flics ont investi l'usine Machin. Je vais essayer d'y aller avant d'aller au boulot... Je vous rappellerai ».

C'est l'article sur telle grève, l'interview de tel ou tel dirigeant syndical... C'est la petite nouvelle brève ; c'est le courrier... l'article qui ne presse pas et qu'on a envoyé par la poste ; et avec l'article, c'est aussi des photos, souvent originales ; c'est des tracts ou des coupures de journaux locaux avec un petit mot : « J'ai pensé que ça vous intéresserait ».

En gros, il y a ce qui est directement utilisable pour publication immédiate (articles, interviews, brèves...) et puis tout ce qui n'apparaît pas immédiatement dans le journal et dont, parfois, les lecteurs peuvent

penser que « ce n'est pas intéressant pour le journal ». Erreur ! Tout intéresse le journal. Pour une raison simple : c'est la masse des informations, des éléments d'enquête, d'analyses qui nous permet, au comité de rédaction (basé à Paris) de nous faire un point de vue d'ensemble. Le *Quotidien du Peuple* dispose de ce qu'aucun autre journal ne possède et ne possèdera jamais : un réseau d'informateurs, d'enquêteurs, de correspondants à travers tout le pays. C'est extrêmement précieux ; c'est la base sur laquelle nous nous appuyons pour organiser une grande partie de notre travail.

Par exemple, pour les luttes ouvrières : le nombre de correspondances que nous recevons, leur contenu comparé, recoupé, nous permettent de nous faire un point de vue très précis de l'évolution des situations, et ceci, au jour le jour, parfois heure par heure.

Volet indispensable d'un journal comme le nôtre, le travail des correspondants, articulé harmonieusement à celui du comité de rédaction permet de réaliser le *Quotidien du Peuple* tel qu'il est aujourd'hui.



## La marée noire de l'Amoco Cadiz en 1978

### Une compréhension révolutionnaire du journalisme

Nous avons voulu, avec Pierre PUJOL, à travers l'exemple de la marée noire de *Amoco Cadiz* en 1978, décrire notre conception des « informations générales ».

► Pourquoi avons-nous décidé de faire plusieurs reportages sur la marée noire de l'Amoco Cadiz ?

Le superpétrolier Amoco Cadiz vient de s'échouer sur les côtes de Bretagne, livrant aux flots sa terrible cargaison. La nouvelle annoncée, nous en saisissons rapidement toute l'importance. Parce que la même terre de Bretagne, déjà maintes fois éprouvée, allait subir un assaut destructeur sans précédent ; parce que des pêcheurs et leurs familles, questionnés rapidement par téléphone, nous avaient confié leur immense détresse et toute leur colère devant un tel gâchis.

Très vite, nous prenions les moyens de cerner le problème sous ses divers aspects. Un premier reportage est mis en route. Avec un double souci :  
- celui d'informer le lecteur sur l'ampleur de la catastrophe et sur la réalité des moyens mis en œuvre ;  
- également celui d'aller droit aux causes de l'accident, de ne pas se contenter, à l'instar de beaucoup, d'une compassion indignée sur les conséquences de la marée noire.

► Comment le Quotidien a-t-il joué son rôle de façon spécifique, originale ? Qui avons-nous choisi de rencontrer ?

Sur le terrain, le QdP remplit de façon efficace et originale ce double contrat :  
• Par l'interview exclusive des marins de l'Amoco Cadiz, dont le témoignage troublant « le Pacifique nous a remorqué vers la côte ! » soulevait la légitime question que nous pouvions désormais poser : « Mais n'a-t-on pas un peu poussé le sort ? »  
• Par le « coup de flash » donné sur l'effarant et dérisoire remue-ménage d'un plan nommé Polmar, sur la colère populaire en Bretagne, contre le gâchis capitaliste, pour une grève générale, que les partis de gauche affairés à leur guerre électorale, s'employaient à rendre impossible.

Le nettoyage aidant, le pouvoir espérait peu à peu s'en tirer à bon compte, la marée noire et ses victimes étaient relégués à l'arrière-plan de « l'information ». Le QdP, tout en assurant le suivi des nouvelles, met en place une seconde

enquête : un reportage politique pour faire le point sur la « lame de fond » qui, de la révolte contre la pollution à la haine contre le système, a traversé la Bretagne populaire. Réunissant autour de lui des pêcheurs, des goémonniers, de Portsall à Plouguerneau, des ouvriers de plusieurs usines de Brest, des militants des « comités anti-marée noire », des scientifiques de la SEPNB, des écologistes, des appelés, le QdP prenait, avec eux tous, la mesure de l'approfondissement de la conscience politique, de son avancée, des obstacles dressés, des limites aussi. Ce mouvement vivant et profond, le QdP a été un des seuls journaux à essayer de le restituer dans sa complexité et son enthousiasme, et cela de manière solidaire et fraternelle.

Le QdP a été le seul à s'inscrire solidement en faux contre la campagne de démobilité orchestrée par la bourgeoisie, le seul à affirmer aussi nettement : « La mer n'a pas lavé la colère ».

► A travers nos reportages, qu'avons-nous voulu montrer ?

Enquêtes, témoignages, bilans : la marée noire aura été l'occasion d'affirmer, dans le domaine de l'information générale, cette conception tout à fait originale, propre à notre journal, du reportage et de l'information, radicalement différente de celle de la presse bourgeoise.

Une conception révolutionnaire de la presse, indépendante des réseaux surnois de contrôle de l'information par le pouvoir. L'image d'une presse complètement opposée aux intérêts des exploités et des pollueurs, en prise directe sur la vie, les problèmes, les idées du peuple.

Une compréhension révolutionnaire du journalisme, qui fait camper le journal parmi les siens : ouvriers, pêcheurs, militants ; qui, de façon ouverte et exigeante, lance ses investigations plus loin, pour faire un nécessaire bilan scientifique, pour soumettre à ces questions les « responsables » du plan Polmar si nécessaire.

Informeur, expliquer, réfléchir avec les travailleurs ; c'est à ce prix là que le QdP a pu, lors de la marée noire, faire mieux que refléter la vie et accompagner les événements : utile pour beaucoup de ceux qui luttèrent, il a été souvent lui-même un outil pour l'action.

## 1000 quotidien du peuple



Renault-Cléon, juin 78

la section Luttes : un à Cléon et Sandouville, un à Flins, un à Moulins Caen et Alençon, un à l'arsenal de Brest. On suivait l'évolution des choses jour après jour, heure par heure. Souvent, une dernière information, un dernier coup de fil à 11h30 (1) : « Allo... je suis dans l'usine... il y a plusieurs milliers de gars qui défilent dans les ateliers... ils vont bloquer la sortie des chaînes... je raccroche parce qu'il y a des cadres qui commencent à me regarder de travers... ». On était dans notre élément ; de 7h le matin à 10 h le soir, souvent la nuit pour certains d'entre nous.

Un matin tôt, un furieux coup de sonnette me tira d'un profond sommeil. Le copain entra en coup de vent : « T'es pas à Flins ? m'étonnai-je. « J'y étais, mais j'ai bien été obligé de sortir ». Les CRS venaient d'expulser les grévistes de l'atelier des grandes presses. Le *Quotidien du Peuple* avait réalisé ce que Nicolas Dubost appelle dans son livre (2) le « super-scoop sur l'évacuation des presses ». Qu'il soit rassuré cependant, ce n'était pas là notre préoccupation principale.

terrain de la lutte économique, les ouvriers font de multiples expériences politiques. Ils s'affrontent directement à la bourgeoisie en tant que classe, ils prennent conscience de leur force, ils apprennent progressivement à distinguer les faux amis des vrais. C'est cette dimension proprement politique des luttes ouvrières qui constitue l'intérêt fondamental, l'objet principal de notre travail. Rendre compte des débats qui se déroulent dans le cours des luttes, des avancées de la conscience ouvrière, de ses limites, des problèmes qu'elle rencontre, prendre part nous-mêmes au débat, donner notre point de vue de communiste, de Parti, c'est cela aussi un *Quotidien au cœur des luttes*.

Nous avions été très attentifs, pour prendre cet exemple, aux tentatives faites en 1976 pour rassembler les « conflits longue durée ». L'initiative en revenait au Lip. Il y avait là, face à l'immobilisme et aux divisions des confédérations, l'amorce d'un processus qui pourrait, peut-être, peser de manière décisive sur la situation des luttes en France.

Dans des interviews réalisées quelques jours avant la coordination du 11 septembre à Besançon, j'avais transmis aux Réo et aux Imro, quelques unes des questions que tout le monde se

posait : qu'allait-il sortir de ces coordinations ? Ces réunions étaient-elles consacrées à des « échanges de vues sur des problèmes communs » ou à l'étude de propositions de luttes communes posées en alternative au vide confédéral ? Les interviewés indiquèrent que c'était la seconde position qu'ils défendaient. Malheureusement, les pressions extrêmement violentes des directions confédérales ajoutées aux (déjà) fortes illusions sur mars 1978 eurent raison de cet embryon de regroupement de luttes.

Dans cet épisode des luttes ouvrières, le *Quotidien* avait joué son rôle : valoriser ce qui va de l'avant, donner la parole à ceux qui luttent, prendre sa place dans le débat politique.

Plus récemment, dans les luttes des sidérurgistes, on a essayé de comprendre : pourquoi Longwy, pourquoi Denain, pourquoi pas la vallée de la Fensch ou de l'Orne ? Pourquoi Usinor et pas Sacilor ? Toutes les leçons des luttes des sidérurgistes n'ont pas été tirées, c'est évident. Il reste que le *Quotidien* s'est vite saisi de ce qu'il y avait de nouveau, par exemple à Longwy, qu'il a essayé de faire comprendre à ses lecteurs ce qui se passait là-bas, en quoi cela représentait une progression inté-



Schlumpf : par les reportages de l'équipe de rédaction, par les articles de nos correspondants, Le Quotidien du Peuple a suivi cette longue lutte.

## Un outil irremplaçable

### Le point de vue d'un militant sur le QdP et les élections de 78

Daniel est postier à Paris. Militant du PCFRm, il était, pendant la campagne électorale de 1978, candidat de l'UOPDP. Il fait le point sur l'ouverture politique que le *Quotidien* a été pour lui pendant toute la période de préparation des élections.

### Le point de vue

le candidat écologique de ma circonscription, avec qui j'ai pu nouer des liens très positifs.

Dans mon service, les discussions allaient bon train pendant la campagne électorale. C'est souvent que le *Quotidien* sortait de ma poche, pour y chercher un chiffre, une précision. De même, on discutait beaucoup autour du journal, quand nous intervenions devant les boîtes.

Je me souviens de moments importants : la rupture de l'union de la gauche, avec les différentes phases : les portes qui claquent avec Robert Fabre, puis par la suite la rupture définitive... Le journal était là le lendemain ; et même si, sur le coup, c'était parfois difficile de saisir toute la portée de l'événement, il permettait de resituer le pourquoi de l'affaire. Et entre les deux tours, au moment de l'accord PCF-PS : les militants du PCF étaient très offensifs avant ; mais là, ils ne savaient plus trop où ils en étaient, et avec le *Quotidien*, on avait l'impression d'être sur des positions solides.

Un journal, un quotidien surtout, joue un rôle bien différent de réunions internes, d'un bulletin intérieur. On ne peut évidemment pas y trouver le même point de vue d'ensemble sur une question, car l'actualité est trop variée. Mais ce point de vue, on sentait que, dans le *Quotidien*, il guidait tous les articles. Et, aussi fouillé que soit l'analyse qu'on peut faire d'une situation générale, la réalité est toujours plus complexe, elle réserve des surprises. Le *quotidien* permet d'embrayer sur l'événement.



### Faits et points de repère

C'est que le *Quotidien* ne s'en est pas tenu au compte-rendu au jour le jour des déclarations des leaders politiques, en mettant à côté nos positions générales. Il confrontait ce qu'ils disaient à la pratique, à leurs prises de position par le passé. Pendant cette période, on a été les seuls à présenter la rupture de l'union de la gauche comme le résultat des deux projets contradictoires du PS et du PC. Ce n'était pas une idée largement répandue. Pour aider à faire tomber des illusions, c'était important d'avoir chaque jour une provision de faits, de points de repère, systématiquement développés. Il y avait eu notamment les dossiers « Des chiffres et des mots » sur les programmes des partis.

Le *Quotidien* a rendu compte des différents aspects de la campagne : il y avait eu une enquête sur les sondages, une série sur les syndicalistes face à 78. Et aussi une série sur les écologistes : aux PTT, ce courant d'idées était présent ; mais le *Quotidien* a permis de connaître ses composantes, son débat interne sur son attitude par rapport à la gauche. Cela m'a été utile dans mes rapports avec

Et puis, dans un journal, les différents aspects de la réalité sont envisagés. On parlait dans le *Quotidien* des luttes qui avaient quand même lieu pendant la campagne. Je me souviens notamment de la grève de Michelin, en décembre 1977. Quand on discutait, par exemple, avec des militants du PCF, c'était très important pour montrer de quelle position de classe nous partions dans notre critique de la gauche.

Si nous n'avions pas eu le *Quotidien*, je crois qu'il nous aurait manqué une arme essentielle pour le travail politique que nous avons fait à cette époque.

## 12 mars : En lisant leurs programmes : DES CHIFFRES ET DES MOTS

### Les nationalisations du PCF : UN CAPITALISME D'ÉTAT MAL TRAVESTI



# 1000 quotidien du peuple

Jean-Paul Gay est actuellement responsable de la section internationale du *Quotidien du Peuple*. Jean Lernet a participé à cette section au début de notre journal. Ils ont tous les deux travaillé au *Quotidien du Peuple* du numéro un au numéro mille. Ils ont essayé de cerner ensemble quelques unes des particularités du travail effectué dans ce domaine depuis quatre ans.

## Vie et lutte des peuples du monde

### Entretien entre Jean-Paul Gay et Jean Lernet

**J. L. :** En 1975, juste après la mort de Franco, le *Quotidien du Peuple* en était à ses débuts. Nous avions donné la parole à plusieurs mouvements antifranquistes sur la question de l'avenir de l'Espagne. En octobre dernier, au moment du référendum sur l'autonomie du pays Basque, le *Quotidien* a présenté le point de vue des deux composantes de l'ETA, du PT d'Euskadi, de comités basques anti-répression. J'y vois la continuité d'une démarche, visant à donner au lecteur les moyens de se forger un point de vue. C'est aussi une question de respect vis-à-vis de nos lecteurs, de la classe ouvrière.

**J.-P. G. :** Prendre les informations à la source, auprès des composantes d'un peuple en lutte ; poser les questions de manière à permettre l'exposé de ce qui fonde les positions de nos interlocuteurs ; partir dans ce travail de questions politiques précises, ce qui évite tout éclectisme : c'est une base essentielle de notre travail. Nous n'avons pas toujours les moyens de faire des reportages. Mais nous essayons d'utiliser toutes les autres possibilités. Récemment, nous avons fait le point sur l'Erythrée en nous appuyant d'une part sur le FPLE et d'autre part, sur des militants qui se consacrent à suivre la situation dans ce pays.

**J. L. :** C'est la démarche même du Parti sur les questions internationales qui est reflétée par son journal : s'agissant de

questions sur lesquelles nous n'avons pas une prise directe, nous avons cherché à éviter deux écueils : un silence embarrassé sur des questions complexes, mais importantes, ou la reproduction pure et simple des positions de telle ou telle organisation avec laquelle nous avons des affinités idéologiques et politiques.

**J.-P. G. :** Prenons l'exemple de l'Iran : nous n'avons pas pu faire de reportage jusqu'ici. Vu de l'occident, il n'est pas facile de prendre en compte les traditions et la culture du peuple iranien. Les marxistes-léninistes de ce pays nous ont apporté un éclairage sur les efforts de consolidation de l'indépendance après la révolution. En même temps, nous avons rassemblé d'autres matériaux. Par exemple, l'interview de Paul Vieille que nous venons de publier, intéressante parce qu'il a une connaissance directe du pays et de ses dirigeants, et une indéniable honnêteté critique de chercheur. Nous continuons à rassembler d'autres points de vue émanant du peuple iranien, pour les faire connaître et pour progresser nous-mêmes dans notre compréhension de la situation. Cette exigence politique est également importante pour fonder solidement de bonnes relations avec les organisations révolutionnaires étrangères.

**J. L. :** Et puis, tout ce travail part du soutien que nous apportons aux peuples en lutte.

**J.-P. G. :** C'est une autre exigence importante, liée aux précédentes : faire saisir au lecteur, de manière vivante, les conditions dans lesquelles les peuples se battent, dans lesquelles ils souffrent et remportent des succès. Ainsi, en décembre 1977, le reportage que des amis nous ont permis de publier sur l'Erythrée, qui décrivait concrètement le cheminement du peuple dans sa lutte, sa mobilisation, ses ressources créatrices. De même, les reportages effectués au Liban nous ont permis de donner une représentation vivante de la lutte conjointe des patriotes palestiniens et libanais ; nous avons aussi essayé de faire saisir « de l'intérieur » la continuité de la lutte du peuple palestinien, en interviewant ses dirigeants. En Allemagne de l'Est, Robert Milcat s'était appuyé sur de multiples relations avec des gens du peuple, des ouvriers, des jeunes, pour saisir sans tomber dans le schématisme, les graves points noirs d'un pays parfois présenté comme la vitrine des pays de l'Est.

Sur la Chine, un petit exemple : voici un an, au moment de l'établissement de relations diplomatiques avec les USA,

beaucoup de commentateurs ont cherché à le présenter comme une entrée de la Chine dans le giron occidental. Or, dès 1949, Zhou Enlai proposait d'établir ces relations. Mao Zedong lui-même reçut Nixon dans ce but ; nous avons montré cette continuité ; nous avons fait ressortir comment l'impérialisme US, sur la défensive, était contraint de reconnaître l'existence d'une seule Chine, de la République populaire chinoise qui, en 30 ans, est allée de l'avant dans la construction du socialisme.

**J. L. :** J'ai été frappé par la place croissante prise dans notre journal par la situation mondiale considérée dans son ensemble, avec les mutations qu'elle a connues.

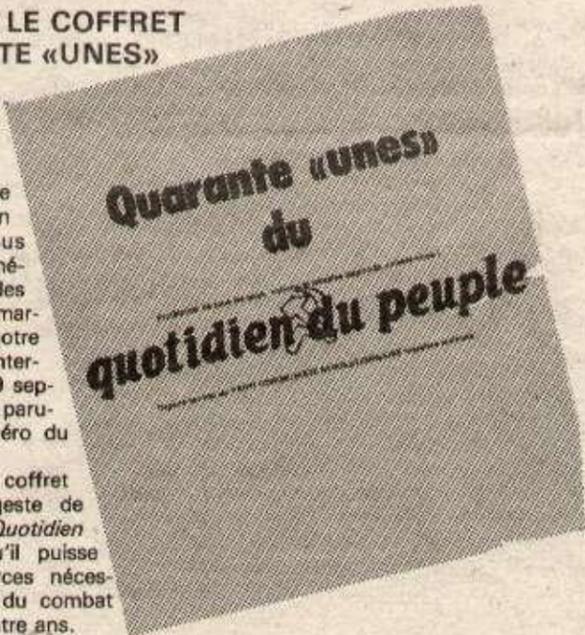
**J.-P. G. :** Au cours des dernières années, on a vu la montée de la rivalité entre les deux superpuissances et des facteurs de guerre, le déploiement de l'offensive soviétique à l'échelle mondiale après le recul des Etats-Unis. La vigilance des peuples sur ces nouveaux facteurs est déterminante pour l'avenir. C'est pourquoi nous nous sommes attachés à y contribuer. Au moment des élections européennes, conjointement avec une réflexion d'ensemble de notre Parti, nous avons montré comment la situation dans notre région du monde devait être envisagée dans ce cadre. Cette rivalité pèse dans les situations particulières elles-mêmes. Il n'y a guère plus de deux ans, le peuple érythréen se battait contre un ennemi principalement soutenu par les USA ; aujourd'hui, il est directement confronté à l'autre superpuissance. Cela permet de mesurer l'importance de la résistance des peuples, notamment ceux du Tiers-Monde. Le dernier discours de Brejnev en RDA précise bien les pressions que l'URSS va exercer sur l'Europe de l'Ouest. Nous allons suivre les réactions des différentes bourgeoisies européennes, leurs hésitations : c'est notre peuple qu'il s'agit de mobiliser.



### COMMANDEZ LE COFFRET DES QUARANTE «UNES»

Le *Quotidien du Peuple* a édité en juillet 1979 un coffret de quarante «unes». En les feuilletant, vous pourrez ainsi vous remémorer quelques-uns des événements qui ont marqué la situation de notre pays et la situation internationale depuis le 29 septembre 1975, date de parution du premier numéro du *Quotidien du Peuple*.

L'acquisition de ce coffret est également un geste de soutien financier au *Quotidien du Peuple*, pour qu'il puisse disposer des ressources nécessaires à la poursuite du combat qu'il mène depuis quatre ans.



Passez vos commandes au *Quotidien du Peuple* Prix : 50 francs + port

## Le point de vue d'une abonnée

► *Mme P. est enseignante en retraite. Pourquoi se réabonne-t-elle régulièrement au Quotidien du Peuple ?*

Je me suis abonnée à l'origine pour soutenir par mes faibles moyens un journal qui allait être la voix d'un jeune parti communiste qui voulait se démarquer du PCF. Je l'avais d'abord acheté en kiosque pendant quelques semaines... Et j'ai maintenant mon abonnement parce que le journal n'a pas déçu mes espérances.

► *Qu'appréciez-vous le plus ?*

C'est qu'il est le reflet fidèle des luttes ouvrières, ce qu'on trouve fort peu dans les journaux à gros tirage. Des luttes, vous en parlez plus que les autres ; mais, en même temps, vous essayez de montrer, à mon avis, que les ouvriers doivent prendre conscience du besoin de luttes mieux coordonnées, plus pensées. Dernièrement à Alstom, vous montrez bien ce qui peut freiner la lutte, que les mouvements syndicaux ne font pas tout ce qu'il faut pour que les ouvriers obtiennent des patrons ce qu'ils doivent obtenir...

► *Qu'est-ce qui vous a le plus marqué à la lecture du Quotidien ?*

Pour moi, ce sont les articles de politique extérieure qui éclairent la situation mondiale d'une façon originale et qui me semblent fort juste. Par exemple sur les périls de guerre venant d'URSS, sur le poids de la Chine dans la paix mondiale et, dans le journal que je viens de recevoir, c'est l'article sur l'Iran qui rappelle ce que Carter disait il y a un an à propos du Shah. On n'a pas lu ou entendu cela ailleurs...

Je me souviens aussi de vos articles sur la théorie des trois mondes, je les ai bien

aimés. J'aime bien aussi ce que vous avez dit sur la Chine dernièrement où vous montrez qu'il ne s'agit pas de «suivre» la Chine parce que la France n'est pas la Chine, mais où vous remettez en place les mauvais bruits qui courent sur elle...

Vous expliquez nettement les choses et c'est quand même rare. On sent nettement que ça a un son de vérité.



► *Qu'est-ce qui, à votre avis, fait son originalité ?*

Ce qui est original, c'est la position du journal qui ne cède pas aux idées à la mode et qui garde une foi communiste intacte après le «reflux» de mai 1968. Vous ne cédez pas à un certain pessimisme petit-bourgeois, celui de ces «nouveaux philosophes»...

Je voudrais que vous soyez à l'écoute des mouvements de contestation pour leur donner une place dans votre pensée politique : marxisme-léninisme enrichi par la pensée de Mao, mais enrichi aussi des apports d'un monde en gestation dans le creuset de la crise de la bourgeoisie.



## INTERNATIONAL

Jan Myrdal, journaliste et écrivain suédois, a été le premier observateur occidental à visiter les zones de guérilla contrôlées par le gouvernement légal du Kampuchea démocratique. C'était à la fin du mois de septembre dernier. De cette visite, il a ramené un film dont les extraits ont été diffusés en France, en octobre, dans le cadre de l'émission télévisée «L'Événement». Il a également commencé la publication d'articles dans la presse internationale.

Depuis de longues années, le nom de Jan Myrdal est attaché, sur le plan international, au soutien à la lutte de libération des peuples de la péninsule indochinoise. Dès le début des années 50, il militait pour le soutien au Vietnam contre le colonialisme français ; les années suivantes, il s'engageait dans l'action contre l'impérialisme US au Vietnam. Il est un de ceux qui ont contribué à faire de la Suède une terre d'asile pour les soldats américains déserteurs, jusqu'en 1975. C'est au nom des mêmes idéaux qu'il combat aujourd'hui l'invasion vietnamienne au Cambodge, soutenue par l'URSS.

Son témoignage éclaire sur l'enracinement et le caractère vivant de la résistance à l'invasion. Il est aussi un cri d'alarme, pour la survie du peuple cambodgien, un appel à la vigilance face aux menaces de déclenchement d'une troisième guerre mondiale.

Jan Myrdal vient de prendre une part active - en tant que co-président - aux travaux de la Conférence mondiale sur le Kampuchea, qui s'est déroulée à Stockholm, les 17 et 18 novembre derniers. C'est à l'issue de cette Conférence, à laquelle nous participons, qu'il nous a donné son point de vue. Nous publierons dans nos prochaines éditions des extraits de son récit sur son séjour dans les maquis du Kampuchea.

► Dans quelles conditions avez-vous effectué votre dernier voyage au Cambodge, en septembre dernier ?

C'est avec un visa très officiel du gouvernement du Kampuchea démocratique que je me suis rendu dans le pays, en tant que journaliste, pour le compte du *Svenska Dagbladet* et de la radio-télévision suédoise. J'ai eu de longues discussions avec les diplomates cambodgiens et avec Khieu Samphan avant d'obtenir cette autorisation. Je suis passé très normalement par la Thaïlande, en transit pour un pays voisin reconnu par le gouvernement thaïlandais. A la frontière, les guérilleros m'attendaient avec deux éléphants. Nous sommes entrés dans le pays, et là, j'ai été accueilli très officiellement par les autorités gouvernementales. C'était un peu comme si j'avais été attendu à un aéroport ; seulement, cela se passait en pleine jungle. C'est ainsi que j'ai pu ensuite mener des discussions, voyager, et voir beaucoup de choses dans une zone de 100 Km de long sur 40 ou 50 de large, le long de la frontière.

► Quelle connaissance particulière avez-vous de la situation en Indochine ?

Comme beaucoup, j'ai travaillé dans le mouvement de solidarité avec les peuples indochinois. De 1951 à 1953, c'était contre l'intervention colonialiste française ; puis, de 1966-1967, jusqu'à la victoire de 1975, contre l'agression américaine. Ce qui est remarquable, c'est qu'après la publication de mes récents articles sur le Cambodge dans le *Svenska Dagbladet*, l'ambassade vietnamienne a écrit au journal que j'avais toujours été un ennemi du Vietnam. Parce que je m'oppose à leur intervention au Cambodge, les dirigeants de Hanoi veulent effacer mes positions depuis 25 ans.

► Quels enseignements tirez-vous de votre voyage ?

Trois constatations importantes ressortent de cette visite. Premièrement, l'existence matérielle de l'administration du Kampuchea démocratique. Deuxièmement, la réalité des forces dites «forces régulières de guérilla», c'est-à-dire de l'armée ré-

gulière fractionnée en groupes de guérilla pour faire face à l'invasion.

Troisièmement, la présence des réfugiés, chassés par l'invasion vietnamienne : ils sont soixante mille dans cette zone, tous malades. Victimes de la malaria. Sans les médicaments appropriés, sans moustiquaire, la malaria rend tout travail impossible dans une zone pareille ; elle se combine à la faim, pour devenir mortelle. Tous les enfants vont mourir. Une aide humanitaire au peuple cambodgien est absolument indispensable. Le Vietnam détruit systématiquement le bétail, et sans le bétail, le peuple cambodgien ne peut pas vivre. C'est la base même de son existence qui est compromise.

► Dans cette zone, vous n'avez vu que des réfugiés ?

Absolument. Il s'agissait d'une base dans la jungle. Depuis, ils ont dû être évacués dans un endroit plus sûr, du fait qu'ils se trouvaient en plein champ de bataille, ce qui posait des problèmes devenus insurmontables avec l'offensive vietnamienne de la saison sèche.

► Comment appréciez-vous la situation d'ensemble dans le pays ?

Sur un plan strictement militaire, les Vietnamiens sont en mauvaise posture. Ils ne contrôlent vraiment qu'un quart du territoire. Beaucoup de zones de guérilla existent dans le pays : au nord-est, au centre, au nord, à l'ouest, au sud-ouest... Mais ce qui est grave, c'est que le Vietnam mène une véritable guerre d'extermination contre la population civile. Le Cambodge est actuellement utilisé par les Vietnamiens et l'URSS comme champ d'expérience de nouvelles armes d'extermination, comme l'Espagne par les nazis en 1936-1939, comme le Vietnam par les Américains il y a quelques années. Sans le support total de l'URSS, le Vietnam ne serait absolument pas en mesure de mener une telle guerre, encore moins de façon prolongée. Il n'a pas les bases économiques nécessaires.

► Que pensez-vous de la campagne internationale

## « Si on ne s'opposait pas à la politique de fait accompli du Vietnam, un grand pas serait franchi vers la troisième guerre mondiale »

Entretien avec l'écrivain suédois Jan MYRDAL, co-président de la Conférence mondiale de Stockholm

Propos recueillis par Claude LIRIA et Jean-Paul GAY



Jan MYRDAL



Dans les zones de guérilla contrôlées par le gouvernement du Kampuchea démocratique : une réalité qui s'inscrit en faux contre les affirmations - notamment soviétiques et vietnamiennes - comme quoi il n'y aurait plus besoin que d'«opérations de simple police» pour imposer l'ordre de l'occupant et de ses fantoches de Phnom-Penh.

contre le gouvernement du Cambodge démocratique ?

Elle prend une ampleur différente selon les pays. En Suède, par exemple, ce n'est pas la même chose qu'en France, dans l'ancienne puissance coloniale, qui pourrait encore espérer participer à la mise sur pied d'une «solution» tripartite Moscou-Washington-Paris.

Dans les premières années, 1975-1976, le pays était entièrement détruit par l'agression américaine et très pauvre. La situation a été dure pour de nombreux citoyens qui ont été regroupés à la campagne. De plus, il s'agissait d'une guerre paysanne, et, comme toutes les jacqueries, elle a certainement comporté des excès. Les responsables du Kampuchea démocratique affirment qu'un certain nombre de ceux-ci sont incompréhensibles sans prendre en compte l'intervention d'agents vietnamiens.

Ceci, c'est pour la base de faits sur laquelle cette campagne a été construite. Mais, après cela, il y a un deuxième niveau : toutes les informations, mélangeant le vrai et le faux, qui ont été publiées dans la presse occidentale. Le livre de Ponchaud, «Cambodge année zéro», avec ses variations selon les éditions anglaise, française ou allemande, est assez caractéristique de ce point de vue. Chomsky et d'autres chercheurs américains ont bien analysé le mécanisme de fabrication de ces informations. Il y a eu ensuite un troisième niveau : lorsque les Vietnamiens ont repris des publications occidentales, faisant à leur tour état de millions de morts, publiant les photos truquées du *Reader's Digest*. La presse occidentale a re-

fait à son tour caisse de résonance à cette campagne du gouvernement de Hanoi, à un moment où celui-ci cherchait des justifications à son invasion du Cambodge.

► Que pensez-vous de la possibilité d'émergence d'une «troisième force» au Cambodge, qui est agitée ici et là ?

Cela peut vouloir dire deux choses très différentes. S'il s'agit d'une force qui se manifesterait à l'intérieur même du pays, il n'y a rien à redire. C'est l'affaire des Cambodgiens eux-mêmes, et de personne d'autre. Les autorités du Kampuchea démocratique ont suggéré que soient organisées, après le départ des troupes vietnamiennes, des élections générales sous contrôle de l'ONU. Si une telle force existe parmi la population, ce pourrait être une occasion pour qu'elle se manifeste. Mais s'il s'agit d'un pouvoir mis sur pied à l'initiative de Moscou, de Washington et de Paris, sans retrait des forces d'occupation vietnamiennes, cela n'aurait pas d'autre signification que le gouvernement de Vichy à l'époque de l'occupation de la France.

► Quelle signification présente pour vous cette conférence à laquelle nous participons ensemble à Stockholm ?

C'est un grand pas en avant : il y a ici les représentants de 35 pays. Beaucoup de points de vue se sont exprimés, et une grande unité s'est manifestée sur un point : la solidarité avec le peuple cambodgien face à l'inva-

sion vietnamienne. Actuellement, 91 gouvernements représentés à l'ONU se sont prononcés en faveur du retrait total des forces étrangères du Cambodge et du respect de sa souveraineté. Seule une mobilisation des peuples peut donner force à cette exigence.

La grande majorité des gouvernements dans le monde savent que l'intervention soviéto-vietnamienne au Cambodge représente à terme une menace pour le monde entier. Mais, dans les années trente, il en allait de même lorsque Mussolini a envahi l'Éthiopie. Le fait que finalement les gouvernements en place à l'époque se soient résignés à l'acceptation du fait accompli a conduit à l'effondrement de la Société des Nations, et a ouvert la voie aux puissances d'agression qui ont précipité l'Europe dans la Deuxième Guerre mondiale. Aujourd'hui, la situation est assez comparable, le danger assez semblable. Il est indispensable de s'opposer à la politique de fait accompli, d'y opposer une véritable force, par la mobilisation des peuples du monde. Sans quoi, un grand pas serait franchi vers la troisième guerre mondiale. La conférence de Stockholm a jeté les premières bases de cette lutte. Il faut continuer l'effort.

Dans *Le Quotidien du Peuple* à partir de mercredi 28 novembre.

LE RECIT DE VOYAGE DE JAN MYRDAL

Dans cette présentation qui est faite du Moyen Orient comme d'«un monde incompréhensible, pour nous, Occidentaux», d'un monde vivant à une autre ère, «échappant aux règles de la rationalité», il y a bien évidemment la volonté d'obscurcir la réalité des liens existant entre l'Occident et cette partie du Tiers-Monde, liens caractérisés de longue date par une exploitation, un pillage impérialistes sans merci des pays et des peuples de cette région et contre lesquels ceux-ci ont opposé et opposent une résistance croissante. L'«indignation» calculée des hommes politiques et des médias occidentaux face à ce qu'ils nomment «le déchaînement des violences et du fanatisme», traduit avant tout l'hostilité à cette résistance, à cette remise en cause de l'ordre impérialiste, en même temps que la crainte d'une dégradation des rapports avec des pays dont dépend de façon décisive l'approvisionnement énergétique des grandes nations industrialisées de l'Occident ainsi que du Japon. C'est cela «le fond du problème».

**DES REALITES A NE PAS OUBLIER**

Mercredi, à l'issue d'une journée de manifestations de rues sans précédent depuis la chute du Shah,

déversé dans nos pays sur «l'affaire iranienne». Alors que l'Union Soviétique espère tirer au maximum profit du recul américain en Iran depuis le début de cette année, et exploiter à ses propres fins de domination, toutes les situations qui se présenteront, la superpuissance américaine quant à elle, n'a nullement renoncé à manœuvrer pour préserver ses intérêts au Proche-Orient, y compris en Iran. La chute du régime du Shah, qui, sans être purement et simplement fantôme, constituait un important point d'appui pour les Etats-Unis dans la région, n'a pu être acceptée par les milieux impérialistes américains sans que ceux-ci ne recherchent les moyens d'imposer à l'Iran le maintien à leur profit de certains liens.

Ces tentatives sont éclairées par certaines révélations sur les tractations politiques conduites par Washington, depuis la chute du Shah, pour essayer d'imprimer en Iran un cours des événements favorable aux intérêts américains. Ainsi en est-il des négociations qui ont probablement eu lieu entre les services secrets américains et Chapour Bakhtiar, le dernier chef du gouvernement du Shah, jadis nationaliste, formé avec Bazargan, à l'école

**Face à l'impérialisme**

**LES RAISONS DES IRANIENS**

**CONTINUITE...**

La continuité dans la manière dont les milieux impérialistes américains ont envisagé de traiter l'Iran est aussi éclairée d'un jour cru par la déclaration faite mardi dernier par un consortium de banques américaines, dominé par la Chase Manhattan Bank de Rockefeller, celui qui, avec Kissinger, a fait venir le Shah aux Etats-Unis, et qui est au sein des sphères dirigeantes, un des plus chauds partisans d'une politique dure à l'égard de l'Iran et du Tiers-Monde. La déclaration en question envisage ni plus ni moins que les banques américaines prélèvent sur les avoirs iraniens «gelés», le montant des sommes empruntées dans le passé par le Shah déchu, pour des dépenses généralement imposées par les Etats-Unis, tels que les énormes contrats d'armement.

Et les menaces d'intervention militaire proférées actuellement dans les milieux dirigeants américains témoignent du fait que la

pourrait régler le différend avec l'Iran, tandis que l'ancien ministre Moshé Dayan «rappelait» dimanche à New York que les terrains d'aviation du Sinaï «pourraient et devraient» être utilisés par les Etats-Unis...

Que ces menaces, qui ne peuvent qu'aggraver la tension au Moyen-Orient, soient ou non mises à exécution, qu'elles soient circonscrites ou non à un chantage, à un moyen de pression, elles doivent être dénoncées avec vigueur, quel que soit le prétexte invoqué.

**LE SOUTIEN A DE JUSTES REVENDICATIONS**

Les dirigeants américains, dans leur tentative d'isoler l'Iran, ont toutes chances d'obtenir un résultat inverse à celui recherché. Si l'on connaît mal encore les tenants et aboutissants de certains faits récents, dans la région, tels que la prise d'otages à la Mecque, en Arabie Saoudite — où des forces pro-américaines aussi bien que des forces anti-américaines peuvent souhaiter une déstabilisation du régime — il est certain que la lutte du peuple iranien

notamment depuis la chute du Shah, rencontre un échec considérable dans toute cette partie du monde, où elle encourage l'expression des aspirations populaires anti-impérialistes.

Par ailleurs, en Europe même et au Japon, les Etats-Unis ne semblent pas trouver auprès de leur alliés une «compréhension totale». Les pays européens, et le Japon, si largement tributaires du Moyen Orient pour le pétrole, se sont trouvés confrontés, depuis la chute du Shah, à une situation où ils pouvaient mettre à profit le recul américain en Iran, les dirigeants de ce pays soulignant d'ailleurs à plusieurs reprises leur désir de développer leurs relations avec les pays du second monde, pour renforcer la position iranienne face aux deux superpuissances. Il dépend, au moins pour une part, de la reconnaissance et de l'appui par ces pays des légitimes revendications du peuple iranien, que ces relations puissent effectivement se développer, au détriment des ambitions des superpuissances.

Que la superpuissance soviétique essaie d'exploiter à son profit le dévelop-

pement d'un mouvement contre l'impérialisme américain, c'est probable. Que le phénomène culturel spécifique que représente l'Islam et qui sert actuellement de catalyseur à la révolte d'une partie des masses en Iran et au-delà, soit exploité aussi pour leurs propres fins par des forces réactionnaires et conservatrices, nostalgiques du féodalisme, de rapports sociaux arriérés tels que l'inégalité aux dépens de la femme, c'est aussi une réalité.

C'est à juste titre que l'on doit être préoccupé des atteintes persistantes aux libertés démocratiques, des entraves qui peuvent exister aux possibilités d'organisation autonomes de la classe ouvrière iranienne, et de l'anarchie persistante sur le plan économique qui s'oppose à l'élévation du niveau de vie des masses et rend fragile toute politique d'indépendance. Tout cela ne saurait faire oublier la volonté d'indépendance qui s'affirme dans les événements actuels, la volonté de remise en cause d'un ordre impérialiste dont les médias voudraient nous faire oublier les énormes responsabilités.

J.P.G.



et qui ont rassemblé, à nouveau, des millions de personnes, hommes et femmes, une résolution a été adoptée devant l'ambassade US, toujours occupée, à Téhéran.

Parmi les dix-sept points de cette résolution, figure notamment la condamnation de «la manipulation des informations, la contre-façon de la vérité, la censure et la propagande démoniaque dont font preuve les grands médias américains contre le peuple iranien et sa révolution islamique». Il y a là la crainte légitime, en effet, qu'un certain nombre de réalités soient un peu trop vite «oubliées» dans le flot de propagande actuellement

de Mossadegh. Les Américains qui avant la chute du dictateur iranien avaient vu en Chapour Bakhtiar l'homme de «la dernière chance», semblent l'avoir considéré ensuite comme l'homme possible du «dialogue avec les Etats-Unis», qu'ils pourraient aider à revenir au pouvoir, à la faveur d'échecs croissants, attendus, de la politique du régime de Khomeiny sur le plan économique et social. Ces «négociations» qui auraient envisagé y compris des actions de «soulèvement», ont été évoquées notamment par la secrétaire de l'ambassade US à Téhéran, qui vient d'être relâchée et qui a fait référence à ce sujet, à un certain nombre de documents.

volonté de recourir à la «manière forte» contre les peuples, reste un des attributs de la superpuissance américaine. A un Goldwater, nostalgique des guerres d'Indochine, qui propose «au choix» l'occupation ou le bombardement par l'armée américaine des champs pétrolifères iraniens, répandent certaines dispositions militaires de la Maison Blanche notamment dans le domaine aéro-naval, à proximité du golfe arabo-persique. Les propos des dirigeants israéliens, sans surprise, sont venus «en renfort», le ministre israélien de la guerre Weizman, estimant, conformément à la tradition de l'Etat sioniste que «seule une option militaire» prise par les Etats-Unis

**10<sup>e</sup> sommet arabe**

- **L'arme du pétrole en discussion**
- **Soutien réaffirmé à la Résistance palestinienne**

21 délégations arabes, dont 17 conduites par un chef d'Etat, se sont réunies à Tunis pendant trois jours afin d'examiner les questions cruciales qui se posent aujourd'hui au monde arabe, comme la dénonciation des accords de Camp David et le soutien accru à apporter aux peuples palestinien et libanais, l'utilisation de l'arme du pétrole, la coopération mutuelle et le développement global des pays arabes.

Le dixième sommet des pays arabes qui a suivi la réunion des ministres arabes des affaires étrangères, a confirmé les options prises au précédent sommet de Bagdad : rejet du compromis de Sadate, et renforcement de l'aide à la Résistance palestinienne. La volonté de résoudre la question palestinienne sur la base des droits du peuple palestinien à recouvrer sa terre a donné lieu à l'élaboration d'un certain nombre de propositions. Ainsi plusieurs pays : la Jordanie, la Syrie et l'Irak se sont déclarés prêts à s'employer à poser plus encore le problème palestinien dans les débats d'instances différentes internationales. C'est dans ce

sens que le roi Hussein a proposé la convocation d'une conférence de la paix au Proche-Orient sous l'égide de l'ONU. En ce qui concerne le Liban, deux résolutions ont été adoptées par la conférence, qui garantissent à la fois les intérêts de l'Etat libanais et ceux du peuple palestinien. Si le gel des opérations militaires de l'OLP à partir du Sud Liban est mentionné, l'une des résolutions confirme l'engagement de l'ensemble des pays arabes à fournir les moyens à la résistance pour lui permettre d'accroître sa lutte contre l'ennemi sioniste. D'autre part, la Syrie, le Liban et l'OLP se sont accordés sur l'organisation d'une prochaine réunion

concernant la question du redéploiement de l'armée libanaise au sud.

Le sommet s'est accordé pour intensifier les démarches diplomatiques en direction de l'Europe afin d'accélérer la reconnaissance de l'OLP comme unique et légitime représentant du peuple palestinien, et d'associer l'OLP à la recherche d'un règlement au Proche-Orient. A cet effet, un comité composé de cinq ministres des affaires étrangères se rendra en Occident pour défendre la cause palestinienne. L'utilisation de l'arme du pétrole sera l'objet d'un sommet économique des ministres arabes de l'économie et du pétrole, sur proposition de la Syrie.

Dans l'ensemble, les résolutions prises à Tunis vont dans le sens du renforcement de la solidarité arabe face à l'Etat sioniste, en confirmant les principales orientations prises au sommet de Bagdad.

F.R.

## UNE INTERVIEW DE JEAN-PIERRE CHABROL



Ces Algériens qu'on expulse, ils sont allés la chercher loin, la Cévenne ! A mille mètres sous terre !

Jean-Pierre Chabrol est né en 1925 dans un village cévenol, où son père était instituteur.

Pendant la guerre, il a interrompu ses études pour prendre le maquis. Il a été ensuite dessinateur, journaliste puis romancier.

D'une facture classique (présence de héros par exemple), ses romans pétillent de vie, de la vie des gens simples, de leur lutte quotidienne, comme de leurs grands combats. Des mineurs cévenols aux prolétaires de Belleville, Chabrol fouille l'histoire, pour relater l'épopée des gens du peuple. C'est superbe !

► Comment réunissez-vous le matériel pour faire vos romans ? Comment parvenez-vous à rendre l'ambiance du vécu ?

D'une part, il y a les journaux de l'époque, d'autre part, il reste des témoins par bonheur. Et comme moi je me place toujours du côté de la piétaille quand j'écris un roman historique, (ce ne sont ni les ministres ni les généraux qui m'intéressent), c'est plus facile, de demander aux gens de son village ce qu'ils ont fait, ils sont plus accessibles.

► Quel problème se pose alors pour traduire en langage écrit des témoignages que vous avez recueillis oralement ?

Je choisis mes héros lorsque j'ai tous mes documents : il y a un héros qui se dégage mais qui n'a pas forcément vécu tous les témoignages que j'ai récoltés. A ce moment là, je suis obligé d'unifier le langage, en choisissant celui de tel homme ; Par exemple Fernand Corbier était un délégué mineur que j'ai beaucoup interrogé, et j'ai choisi son langage parce qu'il était beau. C'est un langage d'ouvrier éduqué politiquement, ce qui lui donnait une parole très particulière, un mélange de termes populaires et de termes politiques, une sensibilité populaire et une vision politique des choses qui m'ont beaucoup intéressé. Tout ce que j'ai mis sur lui, je l'ai traduit avec ce langage. Mais il faut être honnête, quand on écrit un bouquin, il faut fabriquer un langage pour qu'il sonne juste. Si on prend ce qu'on a sur le magnétophone, c'est décalé, ça sonne faux, c'est pas spontané comme dans la vie. Et moi maintenant, j'ai beaucoup progressé depuis cette époque, puisque j'abandonne complètement la langue académique, et je veux que même dans les descriptions, il y ait le

langage du peuple tel qu'il se parle. Je m'applique à ce que ce soit vraiment un langage qui sorte des tripes des gens, même quand c'est l'auteur qui parle.

► Vos personnages laissent échapper des phrases en occitan.

Parce que c'est comme ça dans la vie. L'occitan, les gens ne le parlent pas, ça leur échappe. Dans mon village où je vis depuis toujours, les gens ne parlent occitan que lorsqu'ils

## «UN LANGAGE QUI SORT DE LA TRIPE DES GENS»

Propos recueillis par Michèle ROUX

sont entre copains d'enfance, ou dans les moments de drame, parce qu'il faut aller vite, il faut aller fort, on ne pense plus, on ne se surveille plus. Mais les gens se censurent en permanence, car normalement c'est l'occitan qui leur monte aux lèvres. Et même dans des cas plus tragiques, comme les mourants, les dernières paroles sont toujours en occitan. L'épicier de mon village a été assassiné à coups de couteaux, il s'est traîné sur la route et il ne parlait plus qu'occitan.

► Les personnages de vos romans sont des gens du peuple qui ont la rage de vivre et de lutter. (Exemple «la folie des miens», «Les fous de dieu» etc...). Bien souvent c'est en luttant qu'ils se découvrent, s'apprécient...

Il n'y a que les gens qui luttent qui m'intéressent. En général, si on regarde toute la littérature, les êtres humains ne sont inté-

ressants que lorsqu'ils sont en crise. Or c'est pas simple pour un type de se mettre en grève lorsqu'il a des gosses à la maison. Et c'est à ce moment là que les hommes se révèlent, dans la lutte. De plus, qu'est-ce qu'il y a d'autre que la lutte ? Si on n'est pas des chiens, on lutte. C'est ce qui différencie l'homme et la bête : l'homme est capable de s'organiser pour lut-

► Quels sont vos rapports avec la Cévenne ?

En ce moment j'ai des rapports très coléreux. Parce qu'il faut s'entendre sur ce qu'on appelle la Cévenne. Pour moi, la Cévenne c'est les gens qui vivent et qui se battent en Cévenne. Or dans la région d'Alès par exemple, vous avez 60 % de familles espagnoles ou descendant d'espagnols et ce sont les meilleurs Cévenols qui existent ! Vous avez toute une population algérienne

qui est merveilleuse. Ils sont là depuis très longtemps, ils font venir leurs enfants, on les expulse pour rien et ils sont plus cévenols que nous. Et on peut dire qu'ils sont allés la chercher bas la Cévenne ! A mille mètres sous terre ! Ça, c'est la Cévenne, pour moi. Etre cévenol, c'est ni une excuse, ni une profession. Le jeune parisien qui vient s'établir chez nous, sans un rond, qui choisit ce pays parce qu'il l'aime, qu'il le travaille et qu'il le défend, il est beaucoup plus cévenol que le gars du pays qui fout son père à l'hospice pour vendre la maison afin de s'acheter la nouvelle Peugeot ! Moi je me braque toujours contre les purs et durs occitans qui se demandent si on a assez de quartiers de noblesse pour être occitan.

D'ailleurs, les Cévenols, nous sommes tous des métis, alors il n'y a pas à chercher la pureté de la race ! Nous avons vécu 40 ans avec les Arabes et il y en a encore des traces. Qu'on ne vienne pas jouer les puristes de

la race, ça appartient à la droite. Et c'est pour cela que j'ai des rapports de colère, quand je vois les vieux du pays qui disent : «Celui-là c'est un étranger». Les bons vieux Cévenols se conduisent parfois comme de vrais salauds, ils ont des aigreurs et des méchancetés que je laisse pas passer.

► Esez-vous nostalgique de la vie dans la Cévenne, telle que vous la décrivez dans «Les Rebelles» par exemple, c'est-à-dire dans les années 1930 ?

Je regrette ce qu'il y avait de bon dans le passé mais je revendique et j'exige ce qu'il y a de bon dans le présent, comme le progrès dans des tas de domaines. Cependant ce qu'il y a de rétrograde dans le présent c'est qu'on dispose d'outils qui permettent de tenir les gens en esclavage, en leur faisant croire

qu'ils sont libres. On leur a inventé des choses qui ont l'air de leur donner du bonheur et du plaisir mais qui en réalité leur donnent du trac et leur coûtent fort cher. En illustration de cela, je crois qu'un type qui vivait à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle était plus libre, sans le savoir. Mon grand-père était plus libre que moi. Pourtant il n'avait pas le droit de travailler le dimanche à cause de la religion, on lui mettait même un procès verbal quand il cueillait la feuille de mûrier pour les vers à soie (et il fallait bien qu'ils mangent le dimanche). Mais c'était deux ou trois gros soucis. Aujourd'hui l'homme est constamment surveillé, piégé. Toute sa journée est faite de choses ordonnées, et ça c'est pas un progrès sur le passé. En plus nous allons vers

### PARMI LES OEUVRES DE

CHABROL :

Les Rebelles (1965)  
La Gueuse (1966)  
L'Embellie (1968)  
Les Fous de Dieu (1961)  
Le Canon Fraternité (1970)  
La Folie des Miens (1977)  
Caminarèm (1978) (co-auteur Claude Marti)  
Etc...

une ère où l'informatique va tout prendre en mains. Nous serons tous fichés. On étudiera nos désirs, on nous en créera de nouveaux pour nous les vendre le plus cher possible, nous faire travailler le plus possible. Cela dit, moi je ne regrette pas l'avenir, parce que nos ancêtres étaient des peaux de vache. Il n'y a qu'à voir tous les procès qu'ils se faisaient entre-eux. Ils passaient tout leur pognon chez les Chats fourrés. La vie à la campagne, c'était épouvantable, les gens se haïssaient. Ma pièce (1) «Tit bonhomme l'est pas très mort», est une évocation de la paysannerie à travers les âges, et vous verrez que c'est pas des tendres les paysans !

► J'aimerais revenir sur votre roman «La Folie des miens» (2) paru en 1977. Quand vous dites «les miens», c'est qui ?

C'est les communistes, les gens de gauche. «Les miens», exactement c'est ceux qui ont pris le fusil contre Hitler, ceux qui se sont dressés contre le fascisme et qui continuent à se dresser contre le fascisme. C'est ma famille. Maintenant comme dans toutes les familles, tout n'est pas rose.

► Le personnage d'Hanjure, jusqu'à quel point est-ce vous ?

C'est en grande partie moi. J'étais dessinateur, je le suis encore. Sont authentiques également les histoires que je raconte sur le maquis, les deux fois où j'ai failli être fusillé. Et le type qui était dans ce PC de la Résistance et qui m'avait condamné à mort, m'a écrit une lettre, lorsque le bouquin est sorti, que je devrais publier, parce qu'il me dit : «C'est vrai qu'on t'avait condamné à mort et qu'on allait te fusiller, mais on faisait ça si gentiment !»

► En lisant ce roman, il m'a semblé qu'à cette époque, dans l'adhésion au PCF des militants que vous décrivez, c'est surtout un grand enthousiasme et une formidable fraternité qui dominent, plus qu'un ciment politique.

Cela déterminait d'ailleurs un certain type de rapport avec le PCF ?

C'est tout à fait cela et même plus. C'était la suite logique de l'engagement dans les FTP. Pour des raisons évidentes : moi j'avais dix-huit ans, j'étais dans le maquis. Et c'est vrai que les meilleurs, les plus courageux, les plus forts stratégiquement, c'étaient les anciens commissaires politiques de la guerre d'Espagne, c'étaient ceux qui étaient les plus forts idéologiquement.

Samedi 1<sup>er</sup> décembre 14 H 30, Ch. Baudelot viendra débattre de son livre *Qui travaille pour qui* à la librairie populaire, rue Saint-Sauveur, Paris 2<sup>e</sup>

Dans le journal de mercredi, un article sur le livre.

## Samedi 24 novembre 14h place de la Bastille

# MANIFESTATION POUR L'AVORTEMENT LIBRE ET GRATUIT

Dans quelques jours, les 27 et 28 novembre, les députés doivent rediscuter la loi Veil votée il y a cinq ans, et se prononcer sur un nouveau texte de loi régissant le droit à l'avortement. Depuis plusieurs mois, toutes les forces parlementaires en présence ont donné et redonné leurs positions, de même que le Conseil de l'ordre des Médecins, les responsables religieux... De toutes ces prises de positions, il ressort clairement qu'une fois de plus, nous n'avons pas grand chose de bon à attendre du nouveau texte. Ni grand saut en avant, ni grand bond en arrière. Après cinq ans d'application toute relative de la loi Veil, on nous propose tout au plus une incitation à la respecter davantage !

Est-ce simplement pour cela que nous nous battons depuis des années ? Non ! Des milliers de femmes ont fait l'expérience de cette loi qui met mille embûches devant elles, qui contient en elle-même toutes les restrictions possibles et des discriminations inacceptables ! Entretiens dissuasifs, démarches interminables, clause de conscience largement utilisée par les médecins, délais rendus impraticables, refus d'ouvrir

La loi Veil comporte des clauses discriminatoires contre les mineures et les immigrées. Clauses complètement hypocrites, et dangereuses pour les femmes. Le résultat le plus évident de ces clauses, c'est de favoriser la

libération de cliniques privées spécialisées, qui ferment les yeux en échange de sommes parfois considérables. Pour justifier ces clauses, on brandit l'épouvantail de la libération des mœurs, on propose aux mineures d'aban-

donner plutôt leur enfant ou de se débrouiller avec. Or il est clair que la loi Veil n'a pas multiplié le nombre d'avortements qu'elle a simplement diminué le nombre d'avortements clandestins et réduit les risques encourus par les femmes ! Ce n'est pas en exigeant l'autorisation parentale pour les mineures qu'on réduira le nombre de demandes d'avortement ! Mais ils se feront dans de très mauvaises conditions, pour le plus grand profit de certains.

C'est pour une réelle libération de l'avortement que nous manifestons ce samedi à Paris. Cinq ans de loi Veil ont prouvé que sans une pression continue, aucun acquis ne demeurait, rien ne se faisait. C'est pour l'imposer sur le terrain que nous poursuivrons la lutte, dans les quartiers, dans les hôpitaux !

Monique CHERAN

On était en admiration devant ces types-là. Ils étaient membres du Parti. Et l'adhésion au Parti à ce moment-là, c'était considéré comme une récompense. Il fallait la mériter, un petit peu comme en URSS maintenant ou en Chine. C'est pas parce que quelqu'un avait pris le maquis, qu'il avait droit à entrer au Parti.

Et tout d'un coup, à la Libération, non seulement ça devenait possible d'entrer au Parti, mais on considérait que les années passées dans le maquis étaient une ancienneté dans le Parti. C'était la suite logique.

► Mais, ce qui m'a frappé, c'est que vous décrivez toujours dans ce roman les militants du PCF comme des gens désarmés face au débat politique.

Oui, désarmés idéologiquement. Il y a des communistes qui militent, qui collent des affiches, mais qui ne s'intéressent pas à tous ces dessous, ces débats d'idées etc... Ou bien alors, il y a celui qui se croit un crack idéologique et qui ne fait que réciter les Saints Sacrements. Il récite les citations qu'il a apprises à l'école du Parti, ou qui viennent d'être lancées pour justifier tel ou tel tournant politique.

► Comment vous situez-vous dans la production littéraire actuelle ?

Je n'y ai pas ma place. La littérature actuelle est pleine de soucis universitaires. Il faut plaire aux chapelles. Moi, je m'en fous complètement.

Hier, j'étais chez Rhône-Poulenc, et je suis étonné de voir combien les ouvriers me lisent bien. C'est fantastique !

► Qu'est ce que c'est pour vous écrire ? Qu'est ce que cela représente ?

Vivre peut-être tout bêtement. Je ne peux même pas dire que j'y prends du plaisir, parce que pour m'y mettre, j'ai une peine terrible. Et pourtant, c'est la seule activité qui me convienne.

1 - Tit Bonhomme. l'est pas très mort, pièce de théâtre de J.P. Chabrol jouée actuellement au Petit Forum des Halles jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre par le théâtre de la Jacquerie.

Cette pièce est, selon Chabrol lui-même, une «création collective». Chabrol a travaillé avec la troupe de la Jacquerie «sur le corps du comédien», modifiant son texte en fonction des remarques etc... Cette troupe de jeunes comédiens, à la fois musiciens, mimes, sauteurs, saltimbanques, renoue avec les traditions du théâtre populaire.

2 - Dans La folie des miens, Chabrol, à travers les liens qui unissent Hanjure, jeune militant communiste, et Dunkerque, membre du Comité central du PCF, décrit les rapports entre le PCF et ses militants depuis le maquis jusqu'en 1970.

Il raconte en particulier, comment Hanjure a failli être fusillé, sur ordre de Dunkerque, alors qu'il était de garde dans le maquis, il avait assomé, sans le savoir et les prenant pour des SS français, une délégation de l'Armée secrète gaulliste, venue discuter avec les FTP de l'unité de la Résistance. Pour calmer l'indignation des gaullistes et pour donner un exemple de la discipline des FTP, Dunkerque convainc Hanjure de se laisser fusiller à l'aube.

C'est finalement sur intervention d'un délégué gaulliste qu'il aura la vie sauve.

### Monique Pelletier distribue sa mane...

Certes, après le débat parlementaire sur la politique familiale, des mesures viennent d'être prises. Les radios en font largement état, s'étendant sans vergogne sur les «largesses» gouvernementales... à la veille de la manifestation nationale ! Mais suffit-il d'allonger le congé maternité, d'étendre la réduction SNCF ou de promettre une aide au logement ? Suffit-il simplement de distribuer des primes fussent-elles importantes. On a beaucoup parlé du problème de la dénatalité, sans avancer l'ombre d'une solution. Ce n'est pas le complément familial, ou les mesures pour la retraite des mères de famille... qui peuvent changer les choses. Quand on voit que les crèches ont des listes d'attente allant jusqu'à 300 ou 400 enfants, quand on sait que le choix, pour une femme, est souvent de travailler ou d'élever ses enfants, parce que faire garder les enfants équivaut souvent à y laisser une bonne partie de son salaire, quand on prend la mesure du poids du chômage, on s'étonne moins.

Et qu'on ne vienne pas mettre en accusation la «libéralisation» de l'avortement ! Le phénomène de dénatalité est apparu bien avant la loi Veil ! Par contre, si tant de femmes ont recours à l'avortement, c'est bien parce qu'elles ne peuvent pas faire autrement ! Rien à voir avec les «solutions de facilités» dont certains n'arrêtent pas de parler...

### Discussions et mobilisation à la Thomson Malakoff

A Malakoff, un collectif sur l'avortement et la contraception a été créé à l'initiative de l'Union Locale CFDT. Il regroupe toutes les associations, groupes femmes, partis politiques de la commune qui ont bien voulu travailler ensemble sur la commune.

En effet, il n'existe dans Malakoff qu'un centre de planification ouvert 2 demi-journées par semaine et ne pratiquant aucune IVG (Interruption volontaire de grossesse).

Les femmes voulant avorter ont «le choix» entre l'hôpital d'Issy-les-Moulineaux — mais là pas d'avortement car le chef de service utilise la clause de conscience pour interdire toute IVG sur l'hôpital — et l'hôpital de Clamart, l'hôpital Beclère qui est complètement saturé (12 IVG se pratiquent par semaine).

De nombreuses femmes sont dirigées vers des cliniques privées où le prix d'une IVG peut

atteindre 1400 F (alors qu'il n'est que de 700 F dans les hôpitaux publics).

Dans l'usine Thomson-CSF de Malakoff, une exposition réalisée par le Planning Familial de la région 92 a été faite dans les locaux de l'entreprise. Les deux organisations syndicales CFDT et CGT s'étaient mises d'accord pour cette initiative, ce qui est très positif. A l'heure du repas, des discussions ont rassemblé travailleuses et travailleurs. Les questions fusaient sur les différentes méthodes de contraception. Sur les tabous, sur le problème du délai au-delà duquel l'avortement était interdit, sur l'éducation sur la sexualité à donner aux enfants.

Une pétition commune CFDT-CGT circule dans l'usine par rapport à la loi Veil revendiquant :

— le remboursement de l'avortement par la Sécurité sociale.

— la simplification des procédures de demande d'IVG

(suppression de l'obligation de la double visite chez le médecin, du dossier guide, de la confirmation écrite de la demande d'IVG).

— la suppression de l'autorisation parentale pour les mineures et la suppression de la discrimination pour les étrangères.

— la question des délais imposés pour l'avortement pose de nombreuses questions : plus un avortement est pratiqué tôt, moins il est traumatisant pour la femme. Il existe d'ailleurs une méthode appelée «induction des règles» qui consiste à faire venir les règles lorsque leur retard est inférieur à une semaine. Cette méthode, largement utilisée aux USA, commence à peine à être pratiquée en France.

Mais s'il est vrai que plus l'avortement est rapide, moins il est traumatisant, il existe des cas où les délais sont dépassés (mineures qui n'osent pas en parler à leurs parents, nombreuses démarches infructueuses...)

La loi restrictive laisse ces femmes dans la détresse et de nombreuses assistantes sociales et militantes du Planning expliquent qu'elles ont encore recours à des voyages en Angleterre pour résoudre ces cas de dépassement de délai. C'est pourquoi les délais imposés par la loi Veil qui laissent de nombreuses femmes dans la détresse doivent être supprimés.

La lutte pour la contraception et l'avortement ne doit pas être passagère, seulement liée à la rediscussion au Parlement de la loi Veil. C'est pourquoi à la Thomson de Malakoff, nous voulons former des «relais» du planning dans l'entreprise. L'information et la discussion sur ce sujet ne sont pas seulement techniques. Très vite, c'est le rôle de la femme dans notre société, l'éducation des enfants, les conditions de travail et de vie... qui sont mises en cause !

Correspondant

### UNE CLAUSE DE CONSCIENCE EXTENSIVE

Quelques questions : comment se fait-il que dans la région parisienne, seulement 3% des IVG soient pratiquées dans les hôpitaux de l'Assistance publique ? 5700 pour les premiers mois de 1977, alors qu'on parle de 300 000 par an en France, et que la région parisienne représente le quart de la population du pays. Où sont allées les femmes ?

Pourquoi à Chalons, mais aussi ailleurs, des médecins refusent de pratiquer à l'hôpital, et pratiquent dans leur clinique ? Par quelle explication de la clause de conscience certains médecins font-ils écouter aux femmes l'enregistrement des battements du cœur d'un fœtus ? Ou encore refusent les «récidivistes»...

Alsthom Belfort

UN FORT COURANT DE GREVISTES EXPRIME SON DESACCORD AVEC LA MANIERE DONT L'INTERSYNDICALE ENTEND TERMINER LA GREVE

François MARCHADIER

Depuis 15 heures jeudi, aucun doute ne subsiste plus à Belfort quant à l'attitude des directions syndicales par rapport à la suite du conflit.

Cette position est d'ailleurs différenciée, bien qu'une déclaration, lue au nom de l'intersyndicale en lever de rideau du meeting, se prononce assez nettement pour la reprise du travail.

Vendredi, de 9 heures à midi, les 7 300 et quelques salariés de l'usine se prononçaient à bulletin secret.

Jeudi soir, plus d'un pensaient que les choses n'étaient pas jouées. Cela devait bien être aussi le point de vue de la direction CGT pour qu'elle appelle aussi ouvertement à se satisfaire des mièges concédées malgré huit semaines de lutte par une direction dont il est peu dire qu'elle est intransigeante...

Les réactions aux différentes positions syndicales sont évidemment très diverses.

Grosso modo, on dénombre trois attitudes différentes parmi les grévistes.

Il y a bien sûr ceux qui disent «c'est impossible de continuer, parce que nous n'avons plus d'argent,» ou «parce que la direction est trop intransigeante,» ou «parce que les directions syndicales veulent en finir».

A l'opposé, on rencontre aux piquets un nombre non négligeable de grévistes qui déclarent : «Ce qu'on a obtenu est si négligeable qu'il est hors de question de capituler.»

Et puis il y a ceux qui veulent marquer leur mécontentement et leur insatisfaction par rapport au

patron et aux directions syndicales... Ces derniers étaient décidés à voter, généralement sans trop espérer être majoritaire, pour la poursuite du mouvement.

On imagine sans peine, que se mène à tous les piquets d'intenses discussions qui tirent d'une certaine façon un tout premier bilan de la lutte.

UN TOUT PREMIER BILAN

Généralement, la colère est grande, en particulier contre la direction CGT qui, une fois encore a opéré un virage à 180°, portant aux nues des résultats identiques à ceux qu'elle refusait avec un juste dédain, il y a dix jours encore.

«Tu te rends compte,»

dit une employée «dans sa frénésie à présenter positivement les dernières propositions patronales, elle n'hésite pas, par exemple, à évoquer la prime exceptionnelle de 300 F, alors que celle-ci était acquise avant la grève, pour cause de centenaire».

D'ailleurs, plus d'un, qui avaient suivi depuis huit semaines les propositions successives de la direction et les contre-propositions de l'intersyndicale, s'indignent du tract diffusé jeudi par la CGT à l'heure du meeting.

Détailant les très maigres acquis revendicatifs de la grève, celui-ci les présentait sous un jour tout à fait favorable.

QUELLE UNITE ?

Evidemment, ce coup d'arrêt porté à la lutte renforce nombre de militants ou d'adhérents CFDT dans l'idée que tout le mal vient de la CGT.

D'autres cédétistes également, prennent conscience que les choses ne sont pas si nettes. Ils perçoivent de mieux en mieux que si c'est vrai que la direction de la CGT joue le rôle principal dans cette affaire - il ne faut quand même pas perdre de vue qu'à quasiment aucun moment, quand elle était en désaccord avec ses partenaires, la direction CFDT

n'a osé prendre la parole et se faire entendre pour proposer autre chose.

Cet alignement assez constant de la direction CFDT sur celle de la CGT, en ce qui concerne les prises de position officielles tout au moins, amène un débat fondamental sur la question de l'unité.

Certes, l'unité syndicale est nécessaire à la victoire, mais doit-on accepter l'uni-

LA POSITION DES DIRECTIONS SYNDICALES

CFDT : « Nous partageons les hésitations ».

CGC : « Reprenons notre place dans la concurrence internationale ».

FO : « Sommes-nous en mesure d'aller plus loin ? ».

CGT : « Poursuivons la lutte sous d'autres formes ».

té à n'importe quel prix ? « Oui », répond encore un nombre important de grévistes, « car s'ils se divisent, les gars veulent automatiquement reprendre le travail ».

D'autres font remarquer que l'unité à tout prix, sur des bases pas claires con-

duit de toute façon à l'échec...

Un important débat porte aussi, en cette veille de vote, sur l'après-grève.

L'APRES-GREVE EN PREPARATION

A plusieurs piquets, les grévistes ont échangé leurs adresses et se sont bien jurés de ne pas retomber dans l'isolement qui régnait avant la lutte.

Beaucoup pensent que le maintien de ces liens est nécessaire car ils craignent la répression.

Bien sûr, la direction s'est engagée à ce qu'il n'y ait pas de «sanctions pour fait de grève» mais a refusé d'étendre cet engagement à toutes les actions afférentes au «conflit». Pourtant, dans ses propositions de début octobre, elle employait, pour cet engagement, le terme de «conflit» et non celui plus restrictif de «grève». Elle a d'ailleurs précisé qu'elle se réservait le droit d'engager les poursuites pénales qu'elle jugerait nécessaire...

Mais surtout, si le maintien de ces liens est ressenti comme une nécessité, c'est que tous les grévistes actifs sentent, qu'après huit semaines au coude-à-coude, quel que soit le résultat du vote, rien ne sera plus comme avant.

Plusieurs fois, des grévistes exprimaient la nécessité qu'en plus des sections syndicales, une structure de rencontre et de discussion se maintienne après le mouvement.

«Si on ne prévoit pas de se revoir régulièrement, je crains bien que l'on fasse machine arrière et que l'on perde une bonne part de nos acquis» expliquait une des grévistes les plus écoutées à son piquet.

DELLE-ALSTHOM A VILLEURBANNE

Depuis 5 h. du matin, vendredi, les travailleurs bloquent toutes les portes de l'usine. Jeudi, les piquets de grève avaient été levés après une provocation patronale la veille.

Jeudi, un vote des grévistes avait donné une majorité de 65 % pour la poursuite de l'action.

L'intersyndicale décidait alors de bloquer les portes vendredi matin, ce qui a été accueilli très favorablement ! « Nous voulons, nous aurons satisfaction » scandaient les nombreux travailleurs au piquet vendredi matin.

Réflexions de travailleurs des piquets :

« Nous sommes nombreux à être insatisfaits et mécontents, montrons-le par notre vote ».

NOUS SOMMES INSATISFAITS !

Avant tout, les nouvelles propositions de la direction montrent une chose, c'est qu'il est possible de la faire reculer, qu'est-ce qui ferait qu'on y arriverait pas ? Mais ce recul est-il suffisant ? Evidemment, non, nous n'avons pas fait huit semaines de grève pour :

- un salaire plancher qui est encore très bas ;
- la moitié du treizième mois en deux ans et demi ;
- une légère amélioration des congés d'ancienneté.

CE SONT DES MIETTES !

NOUS SOMMES MECONTENTES !

L'attitude d'une certaine direction syndicale qui présente le résultat comme «une avancée substantielle notamment pour les bas salaires» nous scandalise. On a trop entendu ces derniers jours nos directions syndicales se complaire à énumérer les difficultés, sans jamais envisager

qu'on puisse les surmonter.

QUE PROPOSONS-NOUS ?

Evidemment, nous savons que huit semaines de grève pèsent très lourd pour nombre d'entre nous. Et nous respectons par avance ceux qui veulent reprendre le travail parce qu'ils ne peuvent plus tenir.

NEANMOINS, POUR MONTRER NOTRE INSATISFACTION ET NOTRE MECONTENTEMENT, NOUS PENSONS QU'IL FAUT VOTER POUR LA POURSUITE DU MOUVEMENT.

Si une majorité est d'accord pour la poursuite de la grève, voilà ce qu'il faut à notre sens, pour obtenir plus :

- Que les travailleurs dirigent véritablement la lutte en mettant les piquets de grève sur un pied d'égalité avec l'intersyndicale.
- Que soient organisées des assemblées de grévistes où tout le monde puisse s'exprimer et être écoutés.
- Que l'on change l'optique

de l'occupation, pas de «camps retranchés», pas de grévistes à la maison. Il faut en finir avec le climat de suspicion qui dissuade certains grévistes de s'intégrer à l'occupation.

- Que l'on durcisse l'action : ce que craint le plus la direction, c'est quand nous sortons de la routine, par exemple quand nous faisons irruption dans la salle de négociations, c'est ce type d'action, peut être encore plus dur et plus massif que nous proposons, nous sommes sûrs que vous ne manquez pas d'idées...

D'accord, diront certains, mais si la grève est reconduite le préfet nous enverra ses flics. A ce propos, nous voudrions dire deux choses :

- Cela ne nous fait pas peur.
- Nos camarades de Saint-Ouen ont prouvé que l'intervention des flics n'entraîne plus obligatoirement la reprise du travail. Si nous étions expulsés de l'usine, qu'est-ce qui nous empêcherait, dans un premier temps, de nous regrouper à la Maison du Peuple ?

Au cas où une majorité se prononcerait pour la reprise :

Nous ne voulons pas que la lutte prenne fin avec la grève. Il faut conserver les multiples liens qui se sont tissés entre nous pendant ce conflit. Par exemple faire ce qui se fait déjà à certaines portes : l'échange des adresses pour que nous puissions nous recontacter quand le travail aura repris. Ce sera bien nécessaire, par exemple si la direction veut réprimer certains d'entre-nous. Dès à présent, nous avons décidé de tout faire pour soutenir Bettinelli emprisonné pour une action relative à la grève, quoiqu'on puisse par ailleurs penser de cette action.

En ce qui concerne la dignité, celle de chacun s'affirmera lors du refus de la récupération des heures de grève.

Organisons-nous sur nos lieux de travail : les syndicats devraient être la forme d'organisation de la classe ouvrière dans l'entreprise. Ils devraient permettre de faire circuler l'information, de mener le débat, d'unifier les travailleurs et d'organiser l'action. Depuis trop longtemps, nos

syndicats sont devenus des placards de cartes. Ils servent plus de relais à certains partis pour faire passer leur politique, qu'à réellement se faire l'arme de lutte des travailleurs. A l'Alsthom, face à des syndicats réellement de lutte et de masse, dépoussiérés de leur routine bureaucratique, le patron n'aurait qu'à bien se tenir.

C'est à nous, en nous syndiquant en masse de transformer la réalité actuelle des syndicats de l'usine. C'est le moment de montrer que nous n'acceptons ni le minuscule recul de la direction, ni la capitulation de ceux qui prétendent nous représenter.

Réflexions de travailleurs du piquet (Syndiqués CGT, CFDT et non-syndiqués)

POUR MARQUER NOTRE MECONTENTEMENT ET NOTRE INSATISFACTION, VOTONS CONTRE LA REPRISE DU TRAVAIL.